

Le droit à des Moyens d'existence ruraux durables

Stratégies, expériences
acquises et Actions (2008–2010)



Le droit à des Moyens d'existence ruraux durables

**Stratégies, expériences acquises et Actions
(2008–2010)**



Table des matières

Acronymes	4
Synthèse	5
1. Le contexte	7
1.1 Les moyens d'existence durables : travailler à travers l'opposition rurale-urbaine	8
1.2 Les principes de travail	10
1.3 Qu'avons-nous financé ?	11
1.4 Qu'avons-nous appris ?	12
2. Réaliser les moyens d'existence durables : les sujets prioritaires	15
3. Comprendre les moyens d'existence : concepts clé	19
3.1 Les mondes ruraux	19
3.2 Le cadre de moyens d'existence durables	20
3.3 Risques, vulnérabilité et résistance	21
3.4 S'occuper des relations de pouvoir	22
3.5 Comprendre le genre	23
4. Les stratégies pour la réalisation des moyens d'existence durables	25
4.1 Stratégie Un : Renforcer et protéger les biens <i>Respecter le droit aux moyens d'existence durables</i>	27
4.2 Stratégie Deux : Encourager les responsables à agir de manière responsable <i>Protéger le droit à des moyens d'existence durable</i>	32
4.3 Stratégie Trois : Créer les opportunités <i>Réaliser le droit à des moyens d'existence durables</i>	36
5. Application : des concepts aux actions	41
6. Glossaire	45
7. Bibliographie	47

Acronymes

ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
Sida	Syndrome d'immunodéficience acquise
PAC	Politique agricole commune
CBO	Organisations basées sur les communautés
CBCRM	Projet de gestion communautaire des ressources côtières
APE	Accords de partenariat économique
EJ	Justice économique
ETI	Initiative de pratique commerciale éthique
UE	Union européenne
GAP	Les bonnes pratiques agricoles
GBV	Violence basée sur le genre
GCAP	Appel mondial contre la pauvreté
GES	Gaz à effet de serre
FTA	Accords de libre commerce
OGM	Organisme génétiquement modifié
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
IFI	Institutions financières internationales
FMI	Fonds monétaire international
PI	Propriété intellectuelle
KIC	Infrastructure des connaissances avec et entre les partenaires
OMD	Objectifs du millénaire pour le Développement
MFI	Institution de microfinance
ONG	Organisations non gouvernementales
OI	Oxfam International
Q& C	Qualité et Contrôle
RBA	Approche basée sur les droits
RiC	Les droits pendant une crise
RSPO	Table ronde sur l'huile de palme durable
R & D	Recherche et développement
MED	Moyens d'existence durables
SPM	Programme de gestion stratégique
OMC	Organisation mondiale du commerce

Synthèse

Oxfam Novib s'occupe depuis longtemps de la programmation du développement rural. L'agriculture a constitué un volet important de cette approche. Environ 2,5 milliards de personnes des pays en développement dépendent de l'agriculture pour leurs moyens d'existence. L'histoire et les témoignages attestent l'importance de l'agriculture pour une croissance globale et la réduction de la pauvreté. Ce position paper fournit une vue d'ensemble des prochaines activités d'Oxfam Novib pour les droits à des moyens d'existence durables.

Le 1^{er} chapitre expose les effets de réduction de la pauvreté agricole par rapport à d'autres secteurs. C'est la raison pour laquelle Oxfam Novib poursuivra le soutien des activités agricoles. Les partenaires d'Oxfam Novib ont participé de manière importante aux changements de politique et de pratique qui favorisent les petits agriculteurs. En même temps, Oxfam Novib reconnaît l'importance des versements étrangers, de la migration et de la croissance des stratégies non-agricoles pour améliorer le bien-être économique des personnes vivant dans la pauvreté. Dans les prochaines années, Oxfam Novib réalisera des projets pilotes et des projets de recherche faisant partie de son thème d'innovation pour l'Objectif 1 – le droit à des moyens d'existence durables – qui permettront d'améliorer la compréhension de ces dynamiques, de distiller les expériences acquises et de développer des interventions appropriées pour soutenir ces stratégies de moyens d'existence.

Le chapitre 2 reconsidère les principaux changements qui ont influencé l'état actuel de l'agriculture et le système de distribution de la nourriture et aborde les changements qui pourraient survenir. L'évolution des chaînes de distribution, la dégradation de l'environnement, le bouleversement climatique, le VIH/Sida et la croissance de la population augmenteront probablement aussi la pression sur la viabilité des plus petites fermes. Pour que les agriculteurs et les ouvriers agricoles les plus pauvres puissent prospérer, différentes politiques et pratiques sont nécessaires.

Le chapitre 3 propose des typologies et des concepts à utiliser pour aider le personnel d'Oxfam Novib à réaliser des analyses au niveau régional et national. Il propose que le personnel de programme utilise le cadre de moyens d'existence durables pour attirer l'attention sur les biens, les analyses de pouvoir et de genre ainsi que les outils pour évaluer la vulnérabilité et répondre aux besoins des hommes et des femmes vivant dans la pauvreté.

Le chapitre 4 décrit trois secteurs de stratégies des activités d'Oxfam Novib sur les moyens d'existence : le renforcement et la protection des biens ; encourager les gouvernements et le secteur privé à agir de manière responsable et créer des opportunités pour les pauvres. Dans la terminologie des droits, ces stratégies s'alignent sur les obligations des responsables – les gouvernements, le secteur privé et les institutions multilatérales – pour respecter, protéger et réaliser le droit à des moyens d'existence durables.

La première stratégie est axée sur l'aide aux pauvres pour renforcer leurs biens afin qu'ils puissent réclamer leurs droits. Les ressources naturelles gérées de manière durable proposent des possibilités de moyens d'existence et sont cruciales pour la réduction de la vulnérabilité, en particulier en ce qui concerne le bouleversement climatique. Pour les ruraux pauvres qui disposent de biens plus productifs, les actions

se concentreront sur l'amélioration de l'accès aux services financiers, pour leur permettre d'avoir un meilleur accès aux marchés. Quant aux ouvriers agricoles, des salaires et des conditions de travail décentes sont la clé pour une vie meilleure.

La seconde stratégie inclut des activités dont le but est d'influencer les responsables à ajuster leurs activités et leurs politiques pour qu'elles soient durables, conformes aux lois internationales des droits de l'homme et qu'elles bénéficient à tous les hommes et à toutes les femmes vivant dans la pauvreté.

La troisième stratégie porte sur les activités visant à sécuriser les conditions qui permettront aux petits producteurs de profiter des nouvelles opportunités du marché, de participer aux prises de décisions et de s'assurer que les arènes internationales adoptent des positions pro-pauvres (ex. par le biais des campagnes). Oxfam Novib se concentrera sur le changement des règles du jeu pour que les besoins des pauvres soient reconnus et afin de créer des conditions de croissances pro-pauvres. Dans ses activités de campagnes, Oxfam Novib concentrera son travail pour que les besoins des petits agriculteurs soient repris dans les chaînes du marché et pour les protéger des importations compétitives. Elle se concentrera aussi sur les besoins du secteur privé de trouver sciemment des petits fournisseurs et de fixer les critères et la gestion qui permettront aux petits agriculteurs de devenir plus compétitifs. C'est-à-dire qu'elle se concentrera à créer des opportunités pour les agriculteurs qui disposent des biens adéquats pour profiter du commerce.

Pour étayer ces trois stratégies, Oxfam Novib devra relier son programme, ses activités de lobby et de campagnes pour un maximum d'impact. Le chapitre 4 souligne l'importance du lobby des politiques qui assurera des conditions de travail décentes aux travailleurs agricoles, le respect de leurs droits et un accord post-Kyoto équitable pour répondre aux changements climatiques.

Pour terminer, le chapitre 5 expose les grandes lignes des actions d'Oxfam pour traduire cette politique en actions. Elles incluront la formation du personnel et l'analyse des concepts présentés dans ce document pour mettre à jour les plans du programme stratégique de gestion (SPM). Ce chapitre prévoit aussi une plus grande coopération et intégration avec les projets d'analyse de genre et de pouvoir planifiés et pour de nouveaux outils de suivi qui permettront la mise à jour ultérieure de cette politique.

Dans le cadre des plans de programmes régionaux et nationaux de gestion, de lobby et de plaidoyer, ce document vise à aider Oxfam Novib à réfléchir sur les options politiques et à améliorer l'efficacité de son travail.

1. Le contexte

Cultiver des récoltes et élever du bétail pour la nourriture et le commerce, travailler dans un environnement sûr, pour un salaire décent, créer des micro-entreprises et pêcher dans des eaux propres – ce sont les conditions de base que recherchent les hommes et les femmes pauvres pour améliorer leur vie. Pourtant, dans de nombreux pays en développement, les agriculteurs cultivent des sols déjà dégradés par l'érosion et la surutilisation. Ils luttent contre la sécheresse, les inondations, les insectes et les maladies. Et, si contre toute attente, leur récolte est bonne, il leur faudra emprunter des routes en mauvais état dans l'espoir de trouver des acheteurs pour écouler leur produit. Confrontés à un accès limité aux marchés internationaux, aux frais croissants des intrants agricoles, de nombreux agriculteurs sont forcés de quitter leurs fermes pour trouver ailleurs des possibilités de travail. Les femmes sont les plus touchées, car elles doivent aussi faire face aux problèmes financiers, aux barrières légales et sociales pour améliorer leurs moyens d'existence.

Il est possible de changer ce scénario. Il est aussi possible de changer les relations de pouvoir qui perpétuent la pauvreté et l'inégalité. Ces situations existent dans de nombreux pays. Les hommes et les femmes pauvres arrivent à augmenter leurs biens, ils créent des institutions qui représentent leurs intérêts et arrivent à persuader les gouvernements et le secteur privé à écouter leurs revendications.

Surmonter la pauvreté en renforçant les moyens d'existence des hommes et des femmes vivant dans la pauvreté constitue une des principales activités d'Oxfam Novib pour réaliser ses cinq objectifs (voir tableau 1), même si le centre d'intérêts et les stratégies ont changé avec le temps. Ce document décrit les priorités d'Oxfam Novib relatives à l'Objectif 1 – le droit aux moyens d'existence durables. Il explique le travail que nous réalisons par le biais des programmes de développement à long terme, les campagnes de lobby et de plaidoyer ainsi que l'aide humanitaire. Il explique aussi comment nous pouvons réaliser des changements positifs et quels sont les objectifs que nous souhaitons réaliser.

Box 1. Les cinq objectifs d'Oxfam Novib

Objectif 1	Le droit aux moyens d'existence durables
Objectif 2	Le droit aux services sociaux de base
Objectif 3	Le droit à la vie et à la sécurité
Objectif 4	Le droit d'être entendu : la citoyenneté sociale et politique
Objectif 5	Le droit à l'identité : genre et diversité

Ce document consolide la manière courante de considérer les moyens d'existence, basée sur les business plans d'Oxfam Novib et d'Oxfam International (OI), des expériences acquises des évaluations et de la recherche ainsi que du savoir-faire des partenaires. Pour les prochaines années, il tente de fournir une base conceptuelle pour des activités innovatrices sur les moyens d'existence et d'expliquer au personnel et aux agences externes comment Oxfam Novib et ses partenaires poursuivront leurs activités pour réaliser le droit aux moyens d'existence durables.

1.1 Les moyens d'existence durables : travailler à travers l'opposition rurale-urbaine

Cette partie explique l'approche d'Oxfam Novib, ses principes de travail et les expériences acquises des organisations de financement travaillant pour les moyens d'existence durables.

Oxfam Novib a deux objectifs – réaliser la sécurité alimentaire et la sécurité des revenus et assurer des conditions de travail décentes – ces conditions sont cruciales pour surmonter la pauvreté. L'absence de nourriture et de revenus suffisants empêche les gens de s'occuper de leurs familles ou de participer aux différents aspects sociaux et économiques de la vie. Parallèlement, sans revenus et sans conditions de travail décentes, les femmes et les hommes pauvres – producteurs ou consommateurs – manquent de pouvoir pour influencer et accéder aux marchés ou pour améliorer leur bien-être. Les moyens d'existence durables constituent un droit consacré dans la loi internationale des droits de l'homme.

Une grande partie du travail d'Oxfam Novib est axée sur les zones rurales et l'agriculture (voir le tableau 2). Cette concentration sera maintenue comme expliqué dans le business plan d'Oxfam Novib :

- La pauvreté mondiale est en prédominance rurale. On estime que 62 à 75 % des pauvres vivent dans les régions rurales. Plus de 70 % des pauvres de la planète vivent en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.¹
- En dépit d'une urbanisation croissante, on estime que plus de 50 % des pauvres, pour la plupart de petits exploitants, vivront en 2035 dans les régions rurales. Dans de nombreux pays, la pauvreté rurale est plus sévère que la pauvreté urbaine, en particulier parmi les ouvriers agricoles (dépassant souvent les 60 %),² des femmes et des communautés indigènes.³
- Il existe une preuve manifeste que les investissements dans le domaine agricole sont plus efficaces pour réduire la pauvreté au lieu de consacrer les fonds à d'autres secteurs.⁴

Tableau 2. L'agriculture, les moyens d'existence et les moyens d'existence ruraux

- **Agriculture** porte sur les activités agricoles, l'élevage et la production du bétail, les produits forestiers non ligneux, la pêche et l'aquaculture.
- **Les moyens d'existence** sont définis comme 'les activités, les biens et l'accès déterminant conjointement les moyens d'un individu ou d'un ménage de gagner sa vie'.
- **Les moyens d'existence ruraux** dépendent des ressources naturelles en tant que sources de revenus. Il peut s'agir de petits exploitants ruraux, mais aussi d'ouvriers agricoles et de locataires.

¹ Données fournies par IFAD (2001) ; IWMI (2007).

² Les ouvriers agricoles incluent les ouvriers des plantations ou des propriétés ; les migrants en sous-traitance ou les travailleurs temporaires employés par de petits producteurs ; les agriculteurs dépendant d'un salaire et les ouvriers sans terre.

³ Données fournies par IFAD (2001, 2003).

⁴ OCDE-FAO (2006) *Agricultural Outlook 2006–2015*, p.17.

Une autre raison pour Oxfam Novib de s'occuper de problèmes agricoles est liée à l'important savoir-faire de ses organisations partenaires qui sont bien positionnées pour jouer un rôle actif dans la restructuration agricole pour que les agriculteurs pauvres, hommes et femmes puissent en bénéficier. Elles disposent aussi d'une expérience précieuse pour traiter les problèmes environnementaux, vu que les agriculteurs jouent non seulement un rôle dans la production alimentaire, mais aussi dans l'organisation de la plupart des ressources naturelles de la planète.

L'attention actuelle accordée au bouleversement climatique pose la question aujourd'hui de savoir comment les ménages dépendant des ressources naturelles seront touchés par les inondations ou les sécheresses. Il est évident que les changements climatiques différeront selon les régions. Certaines régions profiteront par exemple de chutes de pluies plus abondantes. Tout compte fait, les personnes qui vivent dans les régions les plus pauvres souffriront le plus vu qu'elles sont les moins capables de s'adapter aux nouvelles conditions. Les organisations travaillant au niveau local disposent de l'expérience et des connaissances requises pour flexibiliser les moyens d'existence aux variations climatiques croissantes.

Autrefois, on supposait que l'augmentation des résultats agricoles entraînerait à son tour la possibilité de générer des revenus non fermiers par effets de liens. Aujourd'hui, cette supposition n'est plus défendable. Pour de nombreuses familles rurales, l'agriculture à elle seule ne fournit plus des moyens suffisants pour survivre. Elles se tournent dès lors vers d'autres activités pour étaler les risques ou pour faire face aux échecs du travail ou du marché de crédit et aux autres chocs. Des études récentes réalisées en Asie du Sud-est et en Afrique ont montré que de nombreux ruraux abandonnent leurs activités agricoles pour trouver ailleurs de meilleures possibilités de travail. Dans certaines régions d'Afrique, on estime que 42 % des revenus ruraux sont aujourd'hui assurés par des sources non fermières.⁵ Les ménages ruraux dépendent de plus en plus des versements étrangers effectués par des membres de la famille pour arrondir leurs revenus. Si ces migrants sont 'poussés' ou 'tirés' vers les régions urbaines pour plusieurs emplois, de nombreux ménages sont aujourd'hui multi-locaux et multifonctionnels.

Les associations de migrants et de la diaspora réalisent des investissements financiers et autres dans leur pays natal, renforçant ainsi l'économie locale, ils fonctionnent aussi comme conduits pour de nouvelles idées. Il est cependant tout aussi important de reconnaître les coûts humains et sociaux de la migration. De nombreux travailleurs immigrés, les femmes en particulier, sont marginalisés dans leur pays natal et dans le pays d'accueil, où ils ne participent que rarement à la vie sociale, économique ou politique.

Oxfam Novib reconnaît l'importance de la diversification des stratégies de revenus, des versements étrangers et de la migration pour réduire la pauvreté. Des politiques innovatrices, un renforcement institutionnel et des efforts pour développer les capacités sont d'urgence nécessaires dans chacun de ces domaines. A partir d'une perspective de moyens d'existence, les institutions basées sur les communautés comme les banques rurales, les coopératives pour les femmes et les institutions de micro finance pourraient être utilisées pour lier les versements étrangers au développement. Le défi consiste à s'attaquer aux barrières pratiques qui entravent le flux des versements étrangers et d'autres ressources pour un objectif économique stratégique et à utiliser au maximum les institutions financières, les agences gouvernementales et les organisations de la société civile à différents niveaux.

⁵ Barrett et al. (2000).

En même temps, il faudra respecter les droits des migrants et de leurs familles et s'attaquer aux causes de la migration. Dans les prochaines années, Oxfam Novib lancera, comme partie de son thème innovateur pour l'Objectif 1, un nombre de projets pilotes et de projets de recherche pour améliorer la compréhension de ces dynamiques, pour distiller les expériences acquises et pour développer les interventions appropriées pour soutenir ces stratégies de moyens d'existence.

Par conséquent, la nouvelle politique d'Oxfam Novib veut réaliser les points suivants :

1. poursuivre le soutien agricole vu son potentiel à contribuer à la réduction de la pauvreté rurale ;
2. réduire la vulnérabilité des hommes et des femmes pauvres en renforçant leurs biens afin qu'ils puissent mieux gérer les risques et les incertitudes et
3. tester l'hypothèse de l'importance de l'agriculture pour les familles rurales. Il est difficile d'admettre qu'un groupe social particulier dépende de la production d'une récolte ou d'un système agricole particuliers pour survivre. La recherche montrera probablement que les stratégies de moyens d'existence individuelles sont à la fois variées et complexes. Il y aura probablement des différences considérables entre les pauvres et les plus riches par rapport à leurs sources de revenus et à leurs stratégies concernant leurs moyens d'existence. Il sera aussi crucial de comprendre les dynamiques de genre dans la diversification des stratégies de moyens d'existence.

Il est clair que le développement de mesures de politiques incorporant et soutenant les activités économiques des membres mobiles d'un ménage constitue un défi de taille. Une stratégie unique ne peut s'occuper des différents besoins des hommes et des femmes. Il faudra en effet combiner les interventions. En même temps, il est important de reconnaître que les politiques de moyens d'existence ne sont pas suffisantes à elles seules. Un développement rural réussi devra intégrer la fourniture de services sociaux comme l'éducation et les services médicaux, ainsi que les nouveaux mécanismes de prise de décisions qui permettront aux hommes et aux femmes d'exprimer leurs inquiétudes, leurs besoins et leurs aspirations. Les politiques seront guidées par des analyses montrant la manière avec laquelle les femmes et les hommes répondent aux opportunités sociales, politiques, économiques ainsi qu'aux contraintes.

1.2 Les principes de travail

La vision d'Oxfam Novib sur les moyens d'existence durables est renseignée par un nombre de principes de travail résumés ci-dessous.

S'occuper des besoins de base des gens est une obligation et pas de la charité

L'équité et la justice se trouvent au cœur de toutes les activités de programmes de lobby et de plaidoyer d'Oxfam. Pour Oxfam Novib, la mise en oeuvre de l'approche basée sur les droits (RBA) comprend cinq éléments :⁶ analyser les causes sous jacentes de la pauvreté et de l'injustice ; inclure les bénéficiaires dans ce type d'analyses ; adopter une perspective globale ; travailler à partir des principes des droits de l'homme et identifier les responsabilités des détenteurs et des titulaires de droits. Toutefois, les gouvernements sont en fin de compte les responsables d'assurer les droits de leurs citoyens à des moyens d'existence durables. Travailler avec une RBA implique que les efforts sont nécessaires tant pour tenir les états responsables

⁶ Voir Oxfam Novib (2006 d) *How the RBA Works in Practice* et le document de position (2007 b) expliquant la structure RBA.

d'assurer les droits civils, politiques, économiques, culturels et humains de tous les citoyens que pour habiliter les hommes et les femmes à revendiquer ces droits.

Oxfam Novib travaille avec les autres pour s'attaquer à la pauvreté et à l'injustice

Oxfam Novib finance les ONG locales, les organisations basées sur les communautés (CBO community-based), les institutions de micro finance (IMF) et les organisations de producteurs, ainsi que les mouvements sociaux qui luttent pour le changement. Depuis 2003, Oxfam Novib collabore aussi avec le secteur privé pour promouvoir les actions qui contribuent à générer des moyens d'existence. Les compagnies privées peuvent contribuer au développement et à la réduction de la pauvreté en tant que partie de leur activité principale – par la génération de l'emploi, les innovations du marché et la gestion de la chaîne de ravitaillement. Les compagnies peuvent participer au plaidoyer pour une bonne gestion, pour combattre la corruption, pour investir dans l'infrastructure et pour faire pression pour des législations et des lois de travail, ainsi qu'au niveau des investissements sociaux et caritatifs.

'La citoyenneté active' peut réaliser un changement positif

Le changement social n'aura pas lieu de manière spontanée, poussé soit par diffusion ou par 'les forces du marché' ; mais sera réalisé par les individus et les groupes qui cherchent, trouvent, créent des opportunités et passent à l'action. Les organisations qui représentent les femmes, les agriculteurs, les populations de pêcheurs, les pastoralistes, les communautés indigènes et les jeunes ruraux devront aussi être impliquées dans les activités de prise de décisions et de promotion des moyens d'existence durables. Ce type de 'citoyenneté active' est au cœur de la vision d'Oxfam sur la manière de réaliser un changement positif. Les citoyens habilités qui se regroupent pour faire entendre leur voix ont un potentiel énorme pour réaliser plus d'équité et une meilleure justice sociale comme les syndicats, les groupes de consommateurs et plus récemment, les mouvements de la société civile comme Appel mondial contre la Pauvreté (Global Call to Action against Poverty, GCAP).

1.3 Qu'avons-nous financé ?

En 2007, Oxfam Novib a financé 370 organisations partenaires travaillant pour les moyens d'existence ruraux, représentant 44 % du portefeuille des partenaires. Parmi ces partenaires, 169 organisations fournissent des services agricoles divers ; plus d'une 100^{ne} proposent des services financiers ruraux ; une 50^{ne} se concentre sur les activités hors exploitation comme les formations professionnelles ou d'entreprise et 162 participent au lobby pour réaliser des changements politiques dans le domaine de l'agriculture, du commerce, de l'environnement et du droit à la propriété terrienne. Pour terminer, plus de 100 partenaires relient les petits fermiers aux marchés par le biais d'une approche d'évaluation de la chaîne de valeur et/ou en les aidant à pénétrer les marchés de produits spécialisés (le marché équitable, bio etc.).

Les stratégies des partenaires varient d'une région à l'autre. En Afrique par exemple, la plupart des partenaires proposent des services agricoles supplémentaires à cause du nombre important des agriculteurs qui produisent le minimum vital, des conflits récurrents et des catastrophes naturelles, des effets du VIH/Sida et de l'absence de soutien du gouvernement pour l'agriculture. En Amérique latine par contre, où la plupart des partenaires participent au lobby et au renforcement de l'approche du développement de la chaîne de valeur.

1.4 Qu'avons-nous appris ?

Les évaluations récentes d'Oxfam Novib sur les activités de moyens d'existence⁷ ont fourni des leçons utiles, catégorisées ci-dessous, dont plusieurs sont étroitement liées. Par exemple, la stratégie adoptée par une organisation dépend souvent de sa structure interne, de la qualité du personnel ainsi que de la capacité du donateur d'être un bon interlocuteur, d'écouter et de stimuler les innovations.

Les expériences acquises sur les stratégies des partenaires

- Les stratégies d'intervention axées sur la réalisation du capital humain (ex. par le biais des formations) et celles visant à promouvoir la production orientée vers le marché, ont eu d'importants impacts, en particulier (souvent de manière délibérée) auprès de la couche la plus nantie des populations rurales.
- Les interventions pour améliorer l'accès au marché nécessitent la coopération avec différents protagonistes, y compris les institutions financières pour déboursier des crédits, les entreprises du secteur privé possédant une compétence en gestion commerciale et en marketing ainsi que les gouvernements locaux pour réaliser des changements en politique publique.
- Dans de nombreux pays, le contexte politique a une influence décisive sur le succès des interventions. Il n'est pas prévu dans de nombreux projets ou on n'a pas prévu de bonnes méthodes d'intervention dans le processus de politique. Les interventions les moins réussies étaient celles visant à renforcer les organisations paysannes, la création d'ONG ou d'organisations d'agriculteurs pour mener les opérations de marketing (à l'exception de celles liant les producteurs aux marchés existants) et des opérations visant à préserver la terre ou l'eau.
- Une grande partie des activités des partenaires consiste à éviter la création d'une nouvelle pauvreté. Les actions pour 'empêcher le pire' – par exemple à cause d'une nouvelle politique du gouvernement, un nouveau propriétaire terrien ou la déforestation – devraient être considérées comme résultats (moins visibles) de leur travail.
- Les partenaires devront améliorer leur compréhension des dynamiques culturelles locales, leur complexité et leur manière de communiquer ainsi que leur compréhension des politiques nationales et internationales. De nombreuses interventions par exemple ne disposaient pas d'une composante de genre. Tous les partenaires doivent cibler leurs interventions pour éviter l'exclusion basée sur les revenus, le genre, la religion ou l'ethnicité.
- Il faudra améliorer les efforts sur le suivi et l'évaluation et créer des points de référence pour interpréter et juger les résultats, ce qui permettra d'évaluer l'efficacité des programmes et de fournir des idées pour discuter des sujets stratégiques et des avantages comparatifs des différentes approches. Le suivi et l'évaluation sont nécessaires pour l'apprentissage interne, pour démontrer l'efficacité (des coûts) des programmes tant pour les donateurs que pour les bénéficiaires et pour aider à augmenter proportionnellement et à reproduire les programmes.

Les expériences acquises sur la manière d'opérer d'Oxfam Novib

- Oxfam Novib devrait encourager les innovations et les changements et accorder plus de ressources au planning, au suivi, à l'évaluation et à l'apprentissage.
- Il faudrait évaluer les résultats non seulement en termes d'augmentation des revenus, mais aussi de 'prévention de la pauvreté'. Ces résultats devront être communiqués de manière plus efficace aux décideurs politiques.

⁷ *Andes et Sahel; Evaluation IOB 2007: Ouganda et Brésil.*

- Oxfam Novib devrait reconnaître la diversité des activités de génération des revenus dans les régions rurales et éviter par conséquent d'utiliser des termes simplistes comme 'petit agriculteur' et 'agriculture de subsistance'. Ceci souligne le besoin d'utiliser des concepts transparents reflétant la réalité des pratiques actuelles.
- Il faudrait améliorer la collaboration avec d'autres donateurs, en particulier dans les activités de plaidoyer de politiques publiques. Travailler avec le secteur privé pourrait offrir la possibilité d'avoir accès au savoir-faire spécialisé et à l'expertise.
- En tant que membre d'OI, Oxfam Novib a accordé une grande attention à l'amélioration des possibilités de marché pour les ruraux pauvres. Toutefois, cette approche n'est pas nécessairement efficace pour *tous* les ruraux. En effet, ces activités pourraient aggraver la situation de certains groupes, pas encore prêts à bénéficier des 'marchés' et du 'commerce'. De nombreux groupes menacés de perdre l'accès à la terre, aux ressources naturelles ou aux réseaux sociaux pourraient avoir besoin d'une certaine protection. De plus, pour les ruraux potentiellement 'prêts pour le marché', les fluctuations du marché ou les catastrophes naturelles peuvent entraîner une réduction importante ou la perte des biens qu'ils ont accumulés. Il faudra dès lors accorder une plus grande attention pour protéger les biens, réduire la vulnérabilité et améliorer la résistance de ces groupes.
- Pour terminer, pour être plus ouverte aux organisations utilisant des stratégies d'interventions innovatrices, Oxfam Novib pourrait lancer plus souvent des demandes de proposition pour stimuler le changement du portefeuille des partenaires, en particulier pour des activités peu explorées comme la diversification des revenus hors exploitation.

Ce position paper tient compte de toutes ces leçons. Vous lirez ci-dessous qu'Oxfam Novib a développé de nouveaux outils, comme les plans du programme stratégique de gestion (SPM), pour aider son personnel à concevoir de meilleurs programmes. Les responsables de campagnes régionaux aident les organisations partenaires à développer leur savoir-faire concernant le lobby et le plaidoyer et à entrer en contact avec les décideurs de tous niveaux. Une nouvelle évaluation de politique a été présentée pour promouvoir la responsabilité et l'apprentissage (voir chapitre 5). Pour terminer, Oxfam Novib a créé l'outil intitulé Infrastructure des connaissances avec et pour les Partenaires (KIC, www.oxfamkic.org) pour faciliter l'échange des connaissances entre les organisations travaillant sur des sujets identiques.

Même si des expériences spécifiques acquises grâce à des projets de moyens d'existence durables n'étaient pas à la base de tous ces changements, ils contribueront toutefois à améliorer les activités futures. Le chapitre suivant discute un nombre de sujets prioritaires qui, nous l'espérons, aideront le personnel à poser les bonnes questions sur les projets de moyens d'existence d'Oxfam Novib.



2. Réaliser les moyens d'existence durables : les sujets prioritaires

Ce chapitre décrit les principaux problèmes qui touchent les hommes et les femmes vivant dans la pauvreté, en particulier dans les régions rurales. Même s'il est impossible de couvrir tous les aspects de la pauvreté et de l'inégalité, voici quelques domaines dans lesquels Oxfam Novib et ses partenaires ont une expérience considérable et où notre travail a revalorisé la situation. Ils offrent aussi la possibilité de créer des liens robustes entre les programmes et les activités de campagnes.

Les politiques néolibérales et les programmes d'ajustement structurel

La crise de l'endettement public au début des années 1980 et les programmes de prêts multilatéraux qui ont suivi, ont permis aux institutions financières internationales d'imposer aux pays en développement un agenda néolibéral de dévaluation monétaire, l'abolition des taxes sur l'exportation et la suppression des barrières commerciales. Les gouvernements étaient poussés à réduire les dépenses publiques pour les subventions des intrants agricoles, les panneaux publicitaires ainsi que pour la recherche et les services divers. Ironiquement, ces réductions ont eu lieu au moment où elles étaient le plus nécessaires, vu que les pays en développement devaient ouvrir leurs économies à la concurrence des pays subventionnant leurs propres secteurs agricoles. Ces politiques sont donc partiellement responsables de la crise actuelle des prix alimentaires.

Les politiques de commerce internationales

Les gouvernements du Nord réservent leurs politiques commerciales les plus restrictives aux pays les plus pauvres, leur coûtant près de 100 milliards de \$ USA par an – deux fois plus que le montant de l'aide. Les doubles standards des pays industrialisés sont les plus flagrants dans le domaine de l'agriculture.⁸ Les subventions versées aux agriculteurs aux Etats-Unis et dans l'Union européenne (EU) dépassent le 1 milliard de \$ USA par jour. Elles bénéficient aux agriculteurs les plus riches, provoquant des dégâts environnementaux considérables (ex. la perte de la biodiversité, la dégradation des sols) et se terminent par des surplus déversés sur les marchés mondiaux. Sous les lois commerciales internationales, y compris celles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des Accords de partenariat économique de l'UE (APE),⁹ les pays en développement sont incapables de protéger leurs marchés de la concurrence déloyale qui a des conséquences accablantes pour les petits producteurs.

De nouveaux débouchés pour les petits producteurs

Avec la globalisation de la distribution et de la diffusion, de nombreux agriculteurs pauvres rencontrent plus de difficultés pour vendre leurs produits. Les supermarchés pénètrent rapidement les marchés des pays en développement, entraînant de nouvelles demandes en termes de quantité et qualité et de programmes de livraison.¹⁰ Le pouvoir d'achat est de plus en plus entre les mains de quelques entreprises de traitement et de détaillants et les grands agriculteurs ont plus de possibilité de respecter les standards plus stricts et les exigences du marché. Néanmoins, la demande croissante pour des produits spéciaux comme le café fournit de nouvelles

⁸ Oxfam International (2002) *Rigged Rules and Double Standards*, pages 6, 10–11.

⁹ Oxfam (2006a) *Unequal Partners*, Oxfam Briefing Note, p.2.

¹⁰ Reardon et Berdegue (2002) *The rapid rise of supermarkets in Latin America*, pages.317-334.

opportunités aux petits producteurs. Les changements dans les demandes des consommateurs ainsi que les inquiétudes sociales et environnementales croissantes ont poussé les détaillants à développer des systèmes de certification comme le commerce équitable, les labels de qualité biologiques et ethniques et à se fournir auprès de petits agriculteurs. Les politiques adéquates et le support du gouvernement permettront à de nombreux petits agriculteurs de profiter de ces marchés émergents.

La croissance de l'insécurité alimentaire

La récente hausse des prix alimentaires a été attribuée à différents facteurs, dont la demande croissante de biocarburants, la demande de viande en Chine¹¹ et les prix records du pétrole qui ont augmenté les prix des engrais et du transport. La baisse des réserves due aux mauvaises récoltes et aux rendements en baisse de certains pays, ainsi que les spéculations sur les marchés des produits de base, n'ont fait qu'augmenter la pression. Toutefois, dans de nombreux cas, l'insécurité alimentaire résulte d'un sous investissement dans l'agriculture et l'infrastructure, la dominance des agro-industries dans les chaînes de distribution et la mauvaise gestion des politiques alimentaires et agricoles.

Tous ces points ont entraîné une augmentation explosive des prix alimentaires pour beaucoup de pauvres des pays en développement, qui consacrent entre 50 et 80 % de leurs revenus à la nourriture. Les femmes sont touchées de manière disproportionnée, vu qu'elles sont d'habitude responsables de l'achat de la nourriture pour leur famille. Même si l'augmentation des prix alimentaires affecte des millions de ménages, elle pourrait aussi fournir une opportunité aux agriculteurs pauvres pour améliorer leurs moyens d'existence. Des changements radicaux dans les politiques d'aide alimentaire et l'élimination des subventions à l'exportation, des restrictions à l'exportation et le contrôle des prix pourraient corriger les distorsions des marchés mondiaux et aider à ouvrir la voie vers une solution à long terme du problème des prix alimentaires instables.

Les changements et la concurrence de l'utilisation des terres

Dans le futur, lorsque la demande pour la terre et pour cultiver des cultures alimentaires et des biocarburants n'aura cessé de croître, les petits exploitants seront confrontés à une concurrence croissante de la part des agricultures industrielles et du commerce. Dans des conditions adéquates, les biocarburants pourraient contribuer à des réductions d'émissions de carbone, tout en stimulant le développement agricole au Sud. Cependant, les objectifs irréfléchis des USA et de l'UE ont créé 'une course aux réserves', sans mettre en place des structures robustes pour protéger les groupes vulnérables ou l'environnement. Résultat : la production de biocarburants au Sud cause probablement plus de mal que de bien, vu que de larges étendues de forêts et de terres cultivées sont remplacées par des plantations d'huile de palme, de soja et de canne à sucre.¹² Les inquiétudes vont croissant, car pour atteindre les objectifs d'émissions au Nord, la demande en biocarburants augmente, causant la perte de la biodiversité et le déclin de la sécurité alimentaire. Comme de plus en plus de fermiers optent pour la culture des biocarburants (à cause des subventions) au lieu des cultures alimentaires, cette situation pourrait entraîner une hausse des prix alimentaires plus importante.

¹¹ OCDE-FAO (2006) *Agricultural Outlook 2006–2015*.

¹² *En Indonésie, les zones de plantations d'huile de palme sont passées de 1 million d'hectares (ha) vers le milieu des années 1980 à 6 millions d'hectares en 2007. Et il existe par ailleurs des plans pour 20 millions d'ha supplémentaires dans les prochaines deux décennies. Au Brésil, 21 % des terres cultivées sont aujourd'hui consacrées au soja (Seedling, juillet 2007, p.4).*

La dégradation de l'environnement et le bouleversement climatique

L'ONU estime que 60 % des écosystèmes de la planète se dégradent ou sont utilisés de manière non durable,¹³ entraînant des conséquences graves pour les plus pauvres. La surpêche par exemple, menace le statut nutritionnel de millions de personnes en Afrique et en Asie du Sud, pour lesquels la production piscicole constitue au moins 50 % de leur apport en protéines animales et minérales. Par ailleurs, à cause de leur statut social et économique inférieur, les femmes sont souvent plus vulnérables que les hommes aux impacts de la dégradation environnementale. Les changements climatiques affecteront la viabilité des systèmes agricoles, en particulier en Afrique.¹⁴ Il est clair qu'il faudra mieux intégrer les problèmes concernant les changements environnementaux et climatiques aux interventions d'éradication de la pauvreté et de développement économique.

La détérioration des structures d'emploi

Plusieurs facteurs affectent les structures d'emploi dans les pays en développement. Le VIH/Sida a coûté la vie à des millions d'agriculteurs, diminuant ainsi la production agricole. Dans les régions à haut risque, la maladie est 'féminisée', menaçant les femmes pauvres en particulier ainsi que les organisations travaillant dans ces régions. La migration affecte aussi la disponibilité du travail, avec des conséquences néfastes sur la consolidation des biens des ménages, même si les migrants envoient de l'argent chez eux, fournissent des informations et de nouvelles idées de business vers leur pays natal.

La diffusion de l'agriculture intensive axée sur l'exportation (comme l'horticulture, la floriculture), a alimenté la demande pour le travail bon marché, celui des femmes en particulier, qui sont souvent moins bien payées que les hommes. L'augmentation du nombre des ouvrières migrantes constitue un des aspects de la flexibilité croissante de la force de travail ; elle entraîne toutefois l'appauvrissement de nombreux ménages. Les niveaux d'organisation dans le secteur agricole sont dans l'ensemble plutôt médiocres ; personne ne représente leurs intérêts, les ouvriers agricoles ont peu de possibilités pour exprimer leurs inquiétudes. Les salaires des ouvriers temporaires et occasionnels sont encore plus réduits que ceux du personnel permanent.

Aborder le genre dans les opportunités agricoles et des moyens d'existence

L'organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) reconnaît que les femmes des pays en développement constituent 63 % de la force de travail agricole, contre 51 % à l'échelle planétaire ; elles sont pourtant responsables de la production de 60–80 % de la nourriture.¹⁵ Les travailleuses agricoles sont peu nombreuses à avoir accès à l'éducation, à l'information et aux formations pour l'utilisation des nouvelles technologies. Les femmes sont rarement représentées dans les coopératives agricoles ou dans les associations d'agriculteurs, à cause de limites légales ou coutumières, ce qui limite leur accès au crédit, à l'information et aux formations et les empêche de faire connaître leurs points de vue aux décideurs et aux planificateurs.

La recherche agricole privée

Après des années de déclin, il est probable que les investissements dans la recherche agricole augmenteront dans les prochaines années. Des appels pour une nouvelle 'révolution verte' sont aujourd'hui chose courante en Afrique. Dans cette période d'optimisme, on risque cependant de perdre les connaissances traditionnelles

¹³ *L'évaluation des écosystèmes pour le millénaire (2005).*

¹⁴ *Thornton (2006) Climate Vulnerability and Poverty in Africa.*

¹⁵ *FAO (1996) Sowing the Seeds of Knowledge, Food for All: World Food Summit, Rome.*

des agriculteurs et des communautés indigènes – les femmes en particulier – sur les semences. Aujourd'hui, les 10 plus importantes agro-industries (basées en Europe, aux USA ou au Japon) représentent la moitié des ventes commerciales de semences et de produits agrochimiques.¹⁶ Les intérêts du secteur privé dominant de plus en plus la recherche agricole.

Synthèse

Il semble que de nouvelles possibilités se présentent pour les petits exploitants agricoles. La demande croissante pour des produits spécialisés offre l'accès à de nouveaux marchés, qui ne bénéficieront toutefois pas à tous les agriculteurs. Entre-temps, la commercialisation de l'agriculture pour répondre à la demande croissante de nourriture, d'eau, de bois et de biocarburants modifie les écosystèmes à une extrême allure. Des procédés comme la réattribution des terres, le passage des récoltes alimentaires à des récoltes énergétiques et le déclin de la biodiversité menacent les moyens d'existence de millions de personnes pauvres. La complexité de ces problèmes requiert un engagement à différents niveaux. Les changements de politiques et de pratiques (au niveau international et national), associés à des actions cohérentes au niveau local, pourraient se révéler efficaces pour changer positivement la vie des hommes et des femmes pauvres.

¹⁶ ETC (2005).

3. Comprendre les moyens d'existence : concepts clé

Dans un tel contexte complexe, Oxfam Novib doit s'équiper d'une politique de moyens d'existence pour fournir des conseils au moment de faire des choix difficiles. Autrefois, Oxfam Novib a accordé la priorité à l'amélioration de la productivité agricole, guidée par la dichotomie 'rural' et 'urbain'. Il est néanmoins de plus en plus évident que les personnes pauvres adoptent différentes stratégies dans les efforts qu'elles font pour améliorer leur existence. Ce document montre dès lors qu'Oxfam Novib met aujourd'hui l'accent sur une autre manière (qu'en 2001) de voir les choses, comme souligné dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1: l'opinion d'Oxfam Novib sur les moyens d'existence

Position paper de 2001	Ce position paper
Constate une dichotomie entre l'urbain et le rural	Reconnaît les liens entre l'urbain et le rural
Insiste sur l'amélioration de la productivité agricole	Reconnaît l'interdépendance entre production, marketing, etc.
S'est concentrée sur l'amélioration des biens	Reconnaît l'importance d'améliorer et de protéger les biens (ex. la réduction des risques de catastrophes) et de réduire la vulnérabilité.
A encouragé l'intégration de genre	Insiste sur le leadership féminin et l'intégration de genre

Toutes les politiques visant la création de changements positifs dans la vie des gens vivant dans la pauvreté devraient reconnaître la diversité des stratégies de moyens d'existence. Ainsi, chaque localité a besoin d'interventions spécifiques au contexte. Ce chapitre introduit des typologies et des concepts pouvant nous aider à comprendre ces stratégies.

3.1 Les mondes ruraux

Oxfam Novib finance des organisations dans les pays les plus pauvres. La pauvreté se répartit inégalement à travers les populations rurales des pays où ces organisations travaillent. En 2006, l'OCDE-FAO a développé une typologie des ménages ruraux,¹⁷ dont vous trouverez la version modifiée ci-dessous, en particulier par rapport à Monde rural 3.

- *Monde rural 1* : D'importants ménages agricoles et commerciaux et des entreprises qui ont une influence sur les politiques nationales, sur les affaires politiques et en relation étroite avec des circuits de production et de distribution. Ces entreprises fournissent aussi de l'emploi aux membres des *autres mondes ruraux*.

¹⁷ OCDE-FAO (2006) *Agricultural Outlook 2006–2015*, pages 10–24.

- *Monde rural 2* : Les ménages et les entreprises agricoles traditionnelles, non compétitives au niveau international, mais dont les exploitations agricoles assez importantes sont consacrées à la production commerciale et à la production de subsistance. Ils ont quelques liens avec les chaînes d'approvisionnement agro-industrielles, même si certains tirent profit de Monde rural 1 et deviennent de plus en plus commerciaux.
- *Monde rural 3* ¹⁸ : Les ménages agricoles et les micro-entreprises, y compris ceux aux biens limités (terre, crédit), vivent dans des écosystèmes fragiles, avec de petites unités produisant la nourriture pour la consommation et pour la vente sur les marchés locaux. Les membres de ce groupe, composé largement de femmes et de ménages ayant une femme à leur tête, dépendent pour une partie significative de leurs revenus du travail à l'extérieur de l'exploitation.
- *Monde rural 4* : Les ménages ruraux sans terre et les micro-entreprises, dont les liens de travail et communautaire constituent l'atout principal. Les femmes sont à la tête d'une grande partie de ces ménages. Le métayage et la migration constituent des options de moyens d'existence. Monde rural 4 dépend de Monde rural 1 et 2 pour l'emploi et les opportunités de générer les revenus.
- *Monde rural 5* : Les ménages ruraux chroniquement pauvres, parmi lesquels beaucoup ne sont plus économiquement actifs et qui ont vendu ou perdu leurs biens pendant une période de crise. De plus en plus de ménages se trouvent dans cette situation à cause du VIH/Sida. L'exclusion sociale et les inégalités de genre règnent. Les filets de sécurité sont indispensables pour ce groupe.

Le gros des activités de programmes d'Oxfam Novib est axé sur Monde rural 3, 4 et 5 et en moindre mesure, sur Monde rural 1 et 2. Les politiques conçues pour Monde rural 1 peuvent être efficaces pour la création d'emplois et l'accès aux marchés ; par contre, elles peuvent aller à l'encontre des biens de Monde rural 3 et n'offriront probablement pas de conditions de vie dignes pour Monde rural 4. La situation pourrait empirer si les propriétaires terriens traditionnels de Monde rural 2 adoptent des technologies modernes pour améliorer leur productivité, tout en maintenant des relations de travail semi-féodales qui apportent peu ou pas bénéfiques à Monde rural 3, 4 et 5 et ruinent l'environnement dont ils dépendent.

Cette typologie sera utile pour les points suivants :

- faire ressortir différents types de pauvreté et leurs déterminants ;
- identifier les différents impacts des interventions et des stratégies sur les différents groupes, et
- constater comment la diversification des stratégies de moyens d'existence d'un groupe pourrait avoir un impact sur les options de moyens d'existence d'autres groupes.

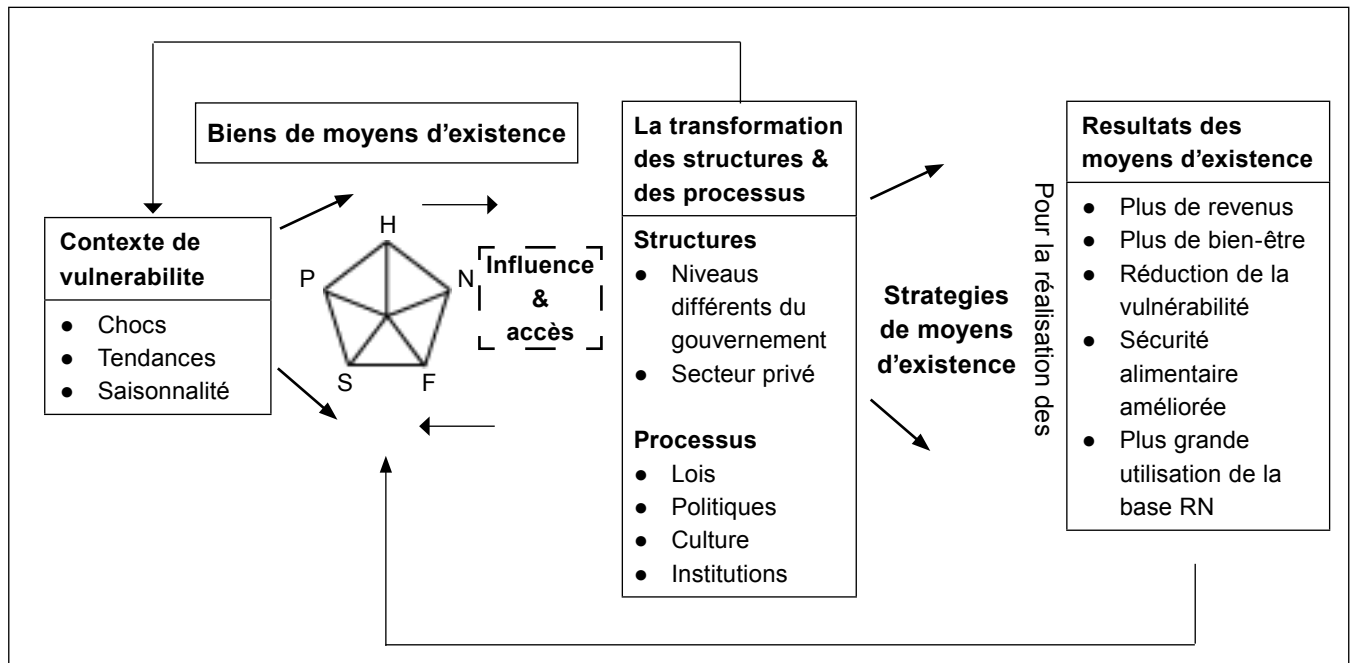
3.2 Le cadre de moyens d'existence durables

Pour le travail d'Oxfam sur les moyens d'existence, le cadre de moyens d'existence durables (MED), (voir figure 1) fournit la base pour comprendre la relation entre les communautés pauvres et les forces externes socio-économiques, environnementales et institutionnelles. Les unités cruciales d'analyse sont les biens du ménage (ou le capital), qui incluent : le capital naturel (terre, eau) ; le capital social (centres de santé, écoles) ; le capital humain (connaissances, savoir-faire) ; le capital physique (infrastructure, intrants) et le capital financier (revenu, prêts). Les moyens d'existence

¹⁸ Les ménages de Monde rural 3 sont décrits comme 'de subsistance', ex. équipés pour assurer la sécurité alimentaire. L'expérience d'Oxfam Novib nous apprend que de nombreux ménages produisant la nourriture pour la consommation et pour la vente ont des difficultés pour assurer la sécurité alimentaire de leurs familles.

sont durables à condition que les personnes disposent de ces biens ou y aient accès tout en étant capables de résister aux chocs et aux catastrophes. Plus leur base de biens est importante et variée, plus leurs moyens d'existence seront durables et sûrs.

Figure 1. Cadre des moyens d'existence durables



Clé : H = Capital humain, N = Capital naturel, F = capital financier, S = capital social, P = Capital physique

Source : DFID, 1999

Le cadre MED est utile pour réfléchir sur les objectifs, les possibilités et les priorités des programmes de développement. Il souligne l'importance de comprendre les différentes composantes des moyens d'existence, y compris les priorités identifiées par les gens, les institutions limitant leur cadre d'opération ou qui pourrait être influencé pour réaliser le changement, les stratégies qu'ils adoptent pour réaliser leurs priorités et le contexte de vulnérabilité qui influence les résultats des moyens d'existence de ces stratégies.

Il est utile de mentionner les désavantages du cadre MED : dans cet intra-ménage, les dynamiques de pouvoir et de genre ne sont pas abordées de manière adéquate. L'objectif du cadre MED est la 'durabilité', non pas la 'résilience', qui est plus appropriée pour les groupes vulnérables dans certains contextes (ex. les régions où sévit un conflit). Pour terminer, le contexte de vulnérabilité (chocs, tendances, la saisonnalité) est positionné à l'extérieur du ménage, alors qu'il occupe une place centrale dans de nombreuses stratégies de moyens d'existence.

3.3 Risques, vulnérabilité et résistance

Le cadre MED est utile dans une situation stable, ce qui n'est pas le cas dans de nombreuses situations de travail des partenaires d'Oxfam Novib. Lors de situations d'urgence, il est évident que l'objectif de 'durabilité' sera difficile à réaliser. Toutefois, en même temps, en cas d'urgence humanitaire complexe, la plupart des personnes dépendront de leur système de moyens d'existence pour survivre et se rétablir.

Dans ces contextes, il est plus approprié de se concentrer sur la réduction de la vulnérabilité en améliorant la résistance.

La vulnérabilité décrit la capacité des ménages ou des communautés à faire face aux événements et au stress auxquels ils sont exposés. Ce type de stress – le décès d'un membre de la famille, la perte d'un emploi, la maladie ou une mauvaise récolte – peuvent entraîner les personnes dans une spirale augmentant leur vulnérabilité et leur pauvreté. Ils chercheront alors des moyens pour faire face aux risques qui les menacent. Le risque auquel est confrontée une personne ou un ménage pauvres peut être représenté par une formule simple : $\text{risque} = \text{menace} \times \text{vulnérabilité}$. Réduire le risque est une manière de renforcer la résilience.

Oxfam Novib soutient des programmes pour réduire le risque des catastrophes basés sur les communautés, dans le cadre de son travail lié à l'Objectif 3 – le droit à la vie et à la sécurité. La réduction des risques de catastrophes sauve non seulement des vies et réduit les souffrances, mais peut aussi limiter les dégâts économiques. Les impacts des catastrophes peuvent être minimisés grâce à une organisation efficace, des analyses de risque solides, le planning ainsi qu'un investissement dans la réduction des risques (voir box 3). La clé consiste à permettre aux communautés de se préparer aux catastrophes avant qu'elles ne se produisent, d'y faire face lorsqu'elles se produisent et de refaire ensuite leur vie le plus rapidement possible.

Box 3. Réduction des risques de catastrophe

Les trois éléments de réduction des risques de catastrophe sont les suivants :

1. réduire la vulnérabilité en s'assurant que les vies et les moyens d'existences soient plus résistants
2. s'occuper des risques/chocs et réduire au minimum l'exposition à des situations dangereuses et
3. améliorer les manières d'identifier les dangers et la probabilité des risques, et contrôler la vulnérabilité d'une population en établissant des systèmes de première alerte (DFID, 2006).

3.4 S'occuper des relations de pouvoir

Pour réaliser des moyens d'existence ruraux durables – et mettre fin à la pauvreté – il faudra s'occuper des relations de pouvoir. Le pouvoir peut se concevoir de différentes manières et inspirer les débats ; toutefois, ces activités ne sont pas toujours utiles au renforcement des programmes de moyens d'existence. C'est la raison pour laquelle il serait peut-être utile de souligner les caractéristiques du pouvoir et comment ce concept pourrait aider à concevoir les interventions de moyens d'existence. En bref, on peut distinguer au moins les quatre formes de pouvoir suivantes :

1. Le pouvoir sur : pour qu'une personne reste faible, vulnérable ;
2. Le pouvoir de : la possibilité de décider des actions et de les réaliser ;
3. Le pouvoir avec : le pouvoir collectif par le biais d'actions communes ;
4. Le pouvoir à l'intérieur de : la confiance en soi.

Le pouvoir opère à différents niveaux, allant des ménages, aux institutions politiques, aux politiques nationales aux régimes commerciaux internationaux. Le pouvoir est aussi relationnel – ceux qui sont relativement faibles dans un certain cadre, peuvent

être plus puissants dans d'autres. Personne n'est complètement impuissant. Pourtant, les personnes vivant dans la pauvreté, les femmes en particulier, expriment souvent leur impuissance *vis-à-vis* de leurs employeurs, des marchés ou de l'état ainsi que de leur incapacité de bénéficier d'une part équitable. Les différences de pouvoir entre les hommes et les femmes, les adultes et les enfants, les pauvres et les riches, affectent les possibilités et les résultats de manières innombrables. Pour faire la différence, les personnes pauvres devraient pouvoir s'exprimer et être représentées dans les forums de prise de décisions. Ceci implique des changements dans les relations de pouvoir, les attitudes et les comportements.

L'analyse du pouvoir peut aider à comprendre les facteurs structurels sous-jacents qui entravent les efforts pour réduire la pauvreté ainsi que les systèmes conçus pour la réalisation des moyens d'existence durables. Une telle analyse indiquera probablement pourquoi par exemple, les femmes n'ont pas le droit d'hériter la terre, et comment agir dans ce cas. Par conséquent, l'analyse du pouvoir, gravitant autour de l'analyse politique, peut compléter d'autres types d'analyse, incluant l'analyse de genre, les droits de l'homme, les conflits etc.

Quant au genre, la plupart des gens reconnaissent que les efforts pour réduire la pauvreté seraient plus efficaces si les femmes avaient plus de pouvoir sur les ressources et sur leur propre corps. Au sein de la famille, en tant qu'institution, les dimensions du pouvoir caché opèrent grandement au détriment des femmes. Toutes les institutions seront apparemment équipées de ces dimensions cachées, réparties selon les genres. Les législations renforcent souvent leur position subalterne. Dans toute intervention, il est important de s'occuper de ces dimensions du pouvoir cachées et d'identifier le rôle des institutions en générant et en soutenant les hiérarchies de genre.

3.5 Comprendre le genre

Les hommes et les femmes disposent de différents biens, accès, ressources et possibilités. Les femmes sont rarement propriétaires de la terre, elles sont probablement peu scolarisées et souvent, elles n'ont accès aux ressources productives et aux prises de décisions que par l'intermédiaire des hommes. Les femmes peuvent être moins protégées et bénéficier moins des systèmes légaux ou coutumiers que les hommes. Elles manquent d'autorité de prise de décision et de contrôle des ressources financières. Elles souffrent aussi de charges de travail plus importantes, d'isolement social et de menace de violence. Des idéologies de genre courantes réduisent les choix des femmes en comparaison à ceux des hommes, ce qui limite leurs possibilités.

Pourquoi ce point est-il important pour les moyens d'existence durables ? Car des analyses et des mentalités qui font abstraction du genre risquent d'augmenter les inégalités. Il faudra que toutes les interventions évaluent la manière dont les normes de genre affecteront leur succès et vice versa (voir box 4). L'idéal serait que les interventions visant à améliorer la vie des femmes renforcent les biens des femmes et leur statut sociétal pour transformer les objectifs de genre.

Box 4. Analyse de genre

Pour une analyse de genre, il faudra poser des questions sur la répartition des rôles entre les hommes et les femmes dans le domaine productif et reproductif. Il faudra aussi tenir compte des différences entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'accès et le contrôle des biens ainsi que de leurs besoins pratiques et stratégiques. L'idée consiste à reprendre cette information dans les programmes ou les projets, pour tenter de flexibiliser la répartition des rôles, en insistant sur l'importance des rôles reproductifs (ceux des hommes inclus) et en particulier, promouvoir le contrôle des femmes sur les biens. Le renforcement du rôle de leadership des femmes est d'une importance capitale pour réaliser la justice de genre. Les femmes devraient occuper une place plus importante, par exemple, dans les positions de prise de décisions, les organisations de producteurs, les associations d'agriculteurs, les coopératives et les institutions de micro finance.

Oxfam Novib a adopté le concept de justice de genre. Ce choix implique les points suivants :

- Des conditions économiques égales pour les hommes et les femmes (des heures de travail officielles et non officielles, des conditions de travail, les salaires, le contrôle et l'accès aux biens, la sécurité alimentaire etc.).
- Un accès égal à l'éducation, aux services médicaux, à l'eau et aux installations sanitaires et bénéficier du pouvoir institutionnel de prise de décision lié à ces services.
- L'égalité d'accès à l'aide et à la protection lors de crises humanitaires, la participation et le leadership lors du planning et de l'exécution.
- L'égalité dans la participation civile et politique, avec pour objectif de réaliser le leadership transformatif à différents niveaux de la société, par et pour les femmes et les hommes.
- L'auto détermination des femmes pour ce qui touche leur sexualité, la reproduction et la vie ou les styles de vie et une vie sans violence basée sur le genre.

Synthèse

Les concepts et les typologies décrites dans ce chapitre font ressortir les points suivants :

- Les programmes de moyens d'existence nécessitent une bonne compréhension du contexte.
- Dans un espace donné, différents mondes peuvent coexister.
- L'application du cadre de moyens d'existence durables attire l'attention sur les biens.
- Les analyses de pouvoir et de genre attirent l'attention sur les relations ainsi que sur les normes et croyances qui les soutiennent. Qui a accès aux biens productifs ? Quelles sont les normes pour cet accès ? Quelles stratégies peut-on utiliser pour s'assurer que les hommes et les femmes pauvres peuvent y accéder ?
- Dans des situations de conflit ou d'instabilité politique, il faudra s'assurer que la vulnérabilité occupe une place centrale pour notre compréhension des moyens d'existence.

4. Les stratégies pour la réalisation des moyens d'existence durables

Oxfam Novib soutiendra les organisations partenaires pour appliquer trois stratégies essentielles à la réalisation des moyens d'existence durables suivants :

- renforcer et protéger les biens ;
- encourager les gouvernements et le secteur privé à agir de manière responsable et
- créer des opportunités pour les personnes pauvres.

En termes juridiques, ces stratégies vont de pair avec les obligations qu'ont les responsables de respecter, protéger et réaliser le droit à des moyens d'existence durables. La figure 2 propose une représentation visuelle de ces stratégies.

Les sections suivantes spécifient les actions qu'il faudra soutenir pour chacune de ces stratégies.

Figure 2. Les trois stratégies d'Oxfam Novib

Moyens d'existence ruraux :	Stratégies		Résultat visé
<p>Mondes ruraux :</p> <p>Monde rural 1 – Ménages commerciaux à grande échelle</p> <p>Monde rural 2 – Ménages traditionnels non compétitifs au niveau international</p> <p>Monde rural 3 – Ménages de subsistance et micro entreprises</p> <p>Monde rural 4 – Ménages ruraux ne possédant pas de terre et micro entreprises</p> <p>Monde rural 5 – Ménages ruraux chroniquement pauvres, dont de nombreux ne sont plus économiquement actifs</p>	Stratégies de moyens d'existence		Moyens d'existence ruraux durables
Les stratégies d'intervention d'Oxfam Novib			
1. Renforcement et protection des biens	2. Agir de manière responsable	3. Créer des opportunités	
Assurer l'accès aux ressources naturelles	Modifier les réglementations commerciales mondiales pour qu'elles soient plus justes	Créer des initiatives auprès du secteur privé	
Services financiers	Le lobby pour la gestion publique des marchés	Améliorer la position des petits agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement	
Réduire les risques de catastrophes	Motiver le secteur privé à agir de manière responsable		
Les adaptations aux dégradations environnementales et aux changements climatiques	Eviter les changements climatiques dangereux		
Protéger la sécurité alimentaire	Protéger les droits du travail		

4.1 Stratégie Un : Renforcer et protéger les biens

Respecter le droit aux moyens d'existence durables

Cette stratégie se concentre sur le renforcement des biens des pauvres afin qu'ils puissent revendiquer leur droit à des moyens d'existence durables. Pour les ruraux bénéficiant de plus d'actifs productifs, les activités se concentreront sur l'amélioration de leur position, y compris la possibilité pour les agriculteurs d'avoir accès aux services financiers ce qui leur permettra de bénéficier des marchés. Pour les ouvriers agricoles, l'amélioration de leurs conditions de travail est primordiale. Pour terminer, le renforcement des capacités des hommes et des femmes à gérer les risques environnementaux réduira non seulement leur vulnérabilité au bouleversement climatique, mais améliorera aussi leur bien-être social et les positionnera sur le sentier du développement durable.

Assurer l'accès aux ressources naturelles

L'accès aux ressources naturelles comme la terre, les forêts et l'eau est d'une importance cruciale dans la lutte quotidienne des gens pour assurer leur sécurité alimentaire et la sécurité de leurs revenus. Les femmes en particulier sont les plus touchées par la détérioration des sols et la pollution des sources. Les ressources naturelles gérées de manière durable offrent des possibilités de moyens d'existence pour de nombreuses personnes pauvres et fournissent un mécanisme important pour y faire face, en particulier lorsque à la lumière de la variabilité climatique grandissante (voir box 5). A cause du stress sur les moyens d'existence dû aux sécheresses de plus en plus fréquentes, il faudra investir pour résoudre les conflits entre certains groupes, comme les pastoralistes et les agriculteurs.

Box 5. La gestion des ressources côtières aux Philippines organisée au niveau des collectivités

Description de la situation

La pêche est importante pour de nombreux pays en développement. Elle participe à la sécurité alimentaire, à l'emploi et aux gains à l'exportation. Aux Philippines, on compte 2 à 4 millions de pêcheurs qui assurent environ 5 % du PIB. Dans les années 1960, des technologies modernes et des politiques nationales ont entraîné le développement d'une importante industrie piscicole d'extraction marginalisant les petits pêcheurs traditionnels et dévastant les riches écosystèmes côtiers.

La stratégie

A la fin des années 1980, les universités et les ONG aux Philippines ont prouvé que les communautés locales de pêcheurs bénéficiaient des connaissances et des capacités pour gérer les pêcheries côtières. Leur stratégie d'intervention, appelée gestion des ressources côtières basée sur les communautés (community-based coastal resource management, CBCRM), incluait à la fois les formations et les activités de plaidoyer pour persuader le gouvernement de déléguer une partie de son mandat de gestion aux communautés. La fédération nationale des organisations CBCRM, Kilusang Mangingisda, compte aujourd'hui 400 000 membres ; fournissant un modèle qui a depuis été repris par d'autres pays de la région.

Les résultats

En dix ans, la fédération a réussi à mobiliser de nombreuses communautés de pêcheurs, à appliquer des programmes de gestion des ressources et à faire pression pour l'adoption de dispositions légales mandatant les juridictions municipales sur leurs secteurs piscicoles et réclamant la participation des communautés de pêcheurs. Une fois le contrôle de leurs secteurs piscicoles repris par les pêcheurs, la productivité et les revenus se sont améliorés et de meilleures pratiques de gestion ont mis fin au déclin des écosystèmes côtiers. Les organisations régionales CBCRM se sont regroupées pour effectuer le lobby auprès de l'OMC pour amender les règles internationales commerciales afin de protéger la résilience dans le secteur. Le succès n'était que partiel et les moyens d'existence des pêcheurs sont une fois de plus menacés par les développements de l'aquaculture à grande échelle.

Il est de plus en plus évident que le renforcement des actifs doit être réalisé de manière durable. Autrement, nous menaçons la prospérité des écosystèmes dont dépendent directement les pauvres pour leurs moyens d'existence. Oxfam Novib bénéficie d'une expérience considérable dans le soutien des organisations actives dans l'agro-écologie, l'agriculture biologique et l'agriculture à facteur de production faible. De solides preuves indiquent que l'agriculture biologique contribue positivement à la sécurité alimentaire et à la sécurité des revenus et assure, par ailleurs, la protection des ressources naturelles.¹⁹

Augmenter la distribution des services financiers

Oxfam Novib considère l'accès aux services financiers (ex. le crédit, les assurances, les épargnes et les services de versements étrangers), en particulier pour les personnes vivant dans les régions rurales, comme un moyen important pour renforcer leurs moyens d'existence, pour renforcer le pouvoir des gens et réduire la pauvreté. Dans de nombreux pays en développement, il faudra pour améliorer la disponibilité des services financiers, s'occuper de nombreuses contraintes parmi lesquelles :

- les contraintes de vulnérabilité, y compris les risques systémiques, de marché et de crédits ;
- les contraintes opérationnelles, dues à de faibles investissements, de faibles rendements, des taux d'actifs faibles et la dispersion géographique ;
- les contraintes de capacités, y compris les capacités infra structurelles médiocres, les formations techniques et les capacités institutionnelles et
- les contraintes politiques et de contrôle, y compris les interférences politiques et sociales ainsi que les cadres de contrôles faibles.²⁰

Ce sont les raisons pour lesquelles les services financiers ne peuvent jamais être développés isolément des marchés, des technologies, et de l'information et favoriser les politiques visant l'amélioration des systèmes de production des petits agriculteurs et les services de développement d'entreprises.

A ce jour, Oxfam Novib a soutenu de nombreuses institutions de micro finance (MFI), incluant des ONG financières, des institutions financières non-bancaires et des banques commerciales proposant différents produits, allant des prêts individuels supplémentaires aux opérations bancaires dans les villages. Elle soutient aussi des institutions basées sur les membres comme les coopératives de crédits et d'épargnes,

¹⁹ La Conférence internationale sur l'agriculture biologique et la sécurité alimentaire (FAO, 2007) a conclu que l'agriculture biologique peut répondre aux défis du bouleversement climatique et de la rareté de l'eau, entraîner une plus grande diversité de production alimentaire et générer de l'emploi. Elle a recommandé que la FAO encourage l'agriculture biologique comme outil pour la réalisation de la sécurité alimentaire.

²⁰ Nagarajan and Meyer (2005) Rural Finance.

des unions de crédit et des groupes d'auto-aide, ainsi que des systèmes plus informels comme les épargnes rotatives et les organismes de crédit.

En partant de ces expériences, les meilleures pratiques ont été développées et adoptées par la plupart des MFI. Comme les femmes se chargent de nombreuses activités économiques, la micro finance leur offre la possibilité de devenir plus fortes et la création de relations de genre plus égales. Vu que les conditions dans les zones rurales varient considérablement, les modèles ne sont pas applicables partout ; il en est de même pour les outils qui ne sont pas utiles pour tous. Une recherche est nécessaire pour permettre de trouver la manière d'adapter les services financiers aux besoins locaux (voir box 6) et de développer des produits innovateurs répondant aux besoins de chaque groupe.

Box 6. Profiter plus des versements étrangers : le Costa Rica et le Nicaragua

Description de la situation

De nombreux Nicaraguayens ont migré vers le Costa Rica, au départ pour échapper à la guerre civile, mais dernièrement, pour des raisons économiques. Aujourd'hui, les 800 000 Nicaraguayens du Costa Rica envoient environ 100 millions de \$ US chaque année vers leur pays natal. Ces migrants préfèrent utiliser des canaux alternatifs (les amis) au lieu des institutions officielles et cela pour différentes raisons, y compris l'absence de documents, le manque de confiance dans les banques officielles ou encore parce que leurs familles vivent dans des régions où les agences de transfert d'argent n'existent pas.

La stratégie

Folade, une agence Costa Ricaine, propose un service de 'Direct Remittances' (Versements directs), grâce à des connections en ligne, vers 160 organisations de micro crédit dans le Nicaragua rural. Ces organisations proposent aujourd'hui des services financiers aux familles des migrants comme les prêts, des comptes d'épargne ou des plans de placements. Folade aide aussi les migrants à obtenir des documents officiels et participe à des campagnes contre la xénophobie. Elle assure aussi un programme radiodiffusé dans lequel les migrants proposent des conseils.

Les résultats

Le groupe de clients fidèles à Direct Remittances est en augmentation constante. Même si ce groupe représente moins de 1 % de la totalité des Nicaraguayens du Costa Rica, la portée des activités de Folade est plus étendue. De nombreuses familles rurales au Nicaragua ont pu démarrer une petite entreprise et ont appris à gérer leur argent. D'autres organisations de transfert d'argent ont imité la stratégie de Direct Remittances. Folade a participé aux discussions sur la réforme de la loi Costa Ricaine sur l'immigration et lorsque ses clients sont victimes d'injustice, prévient les médias qui publient ces rapports dans la presse nicaraguayenne.

Oxfam Novib tentera d'augmenter la portée des institutions financières dans les régions rurales et pour les soutenir. En proposant un éventail de services financiers comme le crédit, les épargnes, les assurances et les services de versements étrangers. Elle soutiendra aussi les organisations à différents niveaux selon leur implication dans les activités suivantes :

- Encourager les clients ruraux, les femmes en particulier, à accéder aux services financiers et renforcer leurs capacités pour aborder les conditions changeantes du marché.
- Améliorer l'infrastructure financière en aidant les MFI à répondre à la demande des produits financiers à des prix raisonnables et à investir dans

les organisations comme les coopératives d'agriculteurs qui souhaitent commercialiser leurs opérations.

- Renforcer les capacités des institutions financières à fournir des produits et des services de manière efficace, durable et professionnelle.
- Créer et adopter un cadre favorable, incluant des systèmes légaux ainsi qu'une et de contrôle ainsi qu'une vue d'ensemble efficace, pour garantir la qualité des services et la durabilité du secteur.

Réduire la vulnérabilité et les risques

Réduire la pauvreté n'entraîne pas automatiquement une réduction de la vulnérabilité. Vu qu'il est impossible d'éliminer entièrement les risques (naturels ou d'origine humaine), il est important de constater comment les interventions à multi-niveaux, avec des objectifs différents, pourraient aider à réduire les risques et à participer au développement à long terme. Des exemples de ce type d'interventions simultanées comprennent :

- la réduction/atténuation des risques (structures physiques) ;
- la réduction des souffrances imminentes (aide) ;
- la création de conditions sûres (préparation/réhabilitation/atténuation), en améliorant par exemple la préparation (planning de contingence), le renforcement des moyens d'existence existants et le renforcement des stratégies pour s'en sortir ;
- la réduction des 'pressions' (atténuation /travail de développement) et
- la recherche des causes de la vulnérabilité (plaidoyer).

En ce qui concerne le VIH/Sida,²¹ Oxfam Novib a besoin de partenaires travaillant dans des secteurs à haut risque pour incorporer les politiques VIH et Sida au sein de leur propre organisation (intégration interne) et dans les programmes (intégration externe). En 2010, tous les partenaires d'Oxfam Novib en Afrique et 75 % des partenaires en Asie devront être équipés d'une politique VIH/Sida sur les lieux de travail pour réduire l'impact du VIH/Sida sur le personnel. Dans les pays à haute prévalence en Afrique et en Asie, l'objectif d'Oxfam Novib consistera à intégrer le VIH/Sida aux cinq objectifs. Dans les pays à basse prévalence, il consistera à inclure le VIH/Sida, les droits sexuels et de reproduction dans les programmes d'éducation. Il est vital d'aider les filles et les femmes à augmenter leur capacité à se protéger et à faire face aux effets de l'épidémie.

Soutenir les stratégies d'adaptation pour répondre au bouleversement climatique

Oxfam Novib soutient depuis longtemps les organisations qui s'occupent de problèmes environnementaux, même si on note une baisse de ce soutien pendant les années 1990, suite à l'émergence de nouveaux problèmes. Des évaluations de projets de gestion des sols et des eaux ont démontré que les objectifs n'étaient pas réalisés ou que les impacts étaient de courte durée, essentiellement parce que les partenaires n'ont pas réussi à lier leur travail à des discussions de politique plus étendues.

Pour le bouleversement climatique, Oxfam Novib travaillera avec OI pour le lobby pour la réduction des gaz à effet de serre (atténuation) et pour que les pays riches financent des mesures d'adaptation dans les pays en développement. Au niveau des programmes, dans les pays et les régions particulièrement vulnérables, on se concentrera sur le développement des capacités des communautés pour répondre à différents impacts possibles (voir box 7). Les organisations qui savent gérer les

²¹ Pour les détails du travail d'Oxfam Novib lié au VIH/Sida, consulter *Good Donorship in Times of AIDS (2006a)*, *Linking AIDS with Poverty, Gender and Sexuality (2001)* et *Questions and Answers on HIV/AIDS and OI's 5 Strategic Aims (2004)*.

inondations et les situations de sécheresse seront encouragées à partager leurs connaissances (à travers le KIC) sur les stratégies efficaces d'adaptation, que l'on utilisera pour le lobby du financement.

Box 7. L'adaptation au bouleversement climatique : BELA au Bangladesh

La situation

Le Bangladesh est souvent touché par des tempêtes, des cyclones et des hausses du niveau des eaux. Chaque année, des millions de personnes doivent abandonner leur domicile à cause des pluies de mousson qui ravagent leurs moyens d'existence. Ces catastrophes sont aggravées par la pauvreté, la densité importante des populations et les inégalités structurelles. Il est vital que des mesures d'adaptations réalistes soient intégrées dans un programme plus vaste pour réduire la vulnérabilité du pays face au bouleversement climatique. Les impacts les plus sérieux du réchauffement de la planète toucheront les ressources en eau, l'agriculture et d'autres secteurs clé.

La stratégie

L'association Bangladesh Environmental Lawyers' Association (BELA) documente les stratégies qui s'occupent de la situation et les (bonnes et mauvaises) pratiques liées aux catastrophes naturelles. BELA a effectué des recherches dans plusieurs districts prédisposés aux inondations ou aux sécheresses pour évaluer les modifications du cycle des eaux et leur impact sur les moyens d'existence des locaux. Les stratégies étaient ensuite catégorisées selon leur innovation, leur efficacité et leurs résultats. BELA établit aujourd'hui des directives sur les bonnes pratiques durables et les distribue aux ONG en Asie du Sud.

Les résultats

Dans les régions prédisposées aux inondations, les pratiques innovatrices consistent à planter des plantations de bois de chauffage, à modifier les types de récoltes et à utiliser des qui résistent aux inondations. Des mauvaises pratiques étaient aussi identifiées – rehausser les digues, construire des vannes ainsi que d'autres infrastructures. Dans les régions sensibles à la sécheresse, les bonnes pratiques incluent l'introduction de variétés de récoltes à croissance rapide, changer de types des récoltes, creuser des canaux d'irrigation et planter des jardins. Les mauvaises pratiques incluaient le creusement d'étangs avec des fuites et l'utilisation de la nappe phréatique pour l'irrigation. Un examen des politiques sectorielles indique qu'il faudra s'occuper d'urgence de ces problèmes.

Aborder l'insécurité alimentaire chronique

Pour les ruraux pauvres, en particulier ceux qui sont affectés par le VIH/Sida et les ménages ayant une femme à leur tête, la menace de la faim ou de la malnutrition rode. Pour ces personnes, les actions doivent être destinées à assurer l'accès à la terre, aux financements et aux systèmes écologiques sains (ex. les zones côtières, les pâturages, etc.) ainsi qu'à d'autres biens. Toutefois, de telles actions n'aborderont qu'un seul aspect de la sécurité alimentaire, c'est-à-dire la disponibilité. Pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des hommes, des femmes et des enfants, il faudra aussi s'attaquer aux problèmes d'accès et d'utilisation. Pour avoir accès à la nourriture, les femmes et les filles rencontrent souvent de nombreux obstacles (financiers et culturels), pourtant, ce sont elles qui ont presque toujours la responsabilité de préparer les repas. Ce n'est qu'en changeant les relations de genre que les hommes seront plus impliqués dans les activités nutritionnelles et que les femmes auront un droit de parole sur les décisions à prendre en matière de nourriture.

Oxfam Novib veut soutenir les organisations qui abordent les trois aspects de la sécurité alimentaire et du genre. Les partenaires devront aussi lier leurs activités aux politiques nationales et internationales, vu qu'elles créent les conditions qui affectent les actifs des gens et qui les vulnérabilisent face à l'injustice de la faim.²²

4.2 Stratégie Deux : Encourager les responsables à agir de manière responsable

Protéger le droit à des moyens d'existence durable

Cette stratégie inclut des activités visant à influencer les responsables – les gouvernements, le secteur privé et les institutions multilatérales – afin qu'ils ajustent leurs politiques et leurs activités pour les rendre durables, en accord avec les lois internationales des droits de l'homme et pour qu'elles bénéficient aux hommes et aux femmes vivant dans la pauvreté. Les réglementations actuelles de commerce mondial nuisent énormément aux moyens d'existence des gens ; néanmoins, les accords commerciaux internationaux pourraient bénéficier énormément aux pauvres. Le secteur privé a la responsabilité de fournir plus que des profits aux actionnaires.

Les campagnes pour des réglementations de commerce plus équitables

Avec les autres Oxfam, Oxfam Novib poursuivra ses activités de campagnes afin d'assurer des alternatives aux Accords de Partenariat Economique (APE) plus avantageuses ou moins nuisibles aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Elle vise aussi à assurer une plus importante complémentarité entre ses investissements pour les programmes de développement et les activités de campagnes.

Le lobby pour de meilleures réglementations agricoles et des marchés

Différentes mesures visant à améliorer les réglementations des marchés pourraient être utiles aux petits agriculteurs.²³ Les gouvernements partent trop souvent du principe que les investissements (étrangers) privés dans l'agriculture et dans les marchés libéralisés sont le seul moyen d'améliorer les profits de croissance et d'exportation. Ils semblent ainsi ignorer le besoin d'assurer des conditions de travail sûres, d'éviter le déplacement et/ou de reprendre des producteurs nationaux ou de promouvoir les technologies locales qui créeront une plus-value. Dans la course pour attirer les investissements, les gouvernements proposent parfois des primes intéressantes – comme des taxes réduites, des conditions de travail flexibles, etc. – souvent au désavantage des petits producteurs locaux.

Oxfam Novib estime que les investissements (étrangers) privés peuvent jouer un rôle positif dans le développement agricole, à condition que les gouvernements adoptent les mesures suivantes :

Stopper les subventions des grands propriétaires terriens : Dans de nombreux pays, les grands propriétaires terriens modernisés, produisent de grosses quantités pour le marché national ou de l'exportation et se considèrent comme la force de production dont dépend le pays. D'un côté, ils plaident pour le marché 'libre' et de l'autre, ils sont les premiers à demander l'aide du gouvernement en cas de mauvaise récolte. Comme ils sont souvent politiquement bien organisés, ils reçoivent en général de l'aide pour 'sauver le pays' (par exemple, comme la *Bancada Ruralista* au parlement brésilien). Ainsi, au fil des ans, des dettes qui se chiffrent à des milliards de dollars

²² *Pour en savoir plus, consultez la politique alimentaire d'Oxfam Novib (2007a).*

²³ *Banque mondiale (2007) WDR 2008: Agriculture for Development.*

ont été annulées ou renégociées à des conditions préférentielles. Ces subventions masquées, et les penchants en faveur des grands agriculteurs, ne pourront être stoppés que par de puissantes organisations de petits fermiers (voir box 8).

Box 8. Réaliser le changement d'une politique pro-pauvres : l'AOPP au Mali

La situation

Au Mali, 75 % de la population vit dans les régions rurales, les agriculteurs ont dû faire face à de nombreux problèmes, dont le manque de sécurité du droit à la terre, d'accès au crédit et au financement et de contrôle du marché. De plus, ils ne sont pas assurés et ne peuvent bénéficier de la sécurité sociale en cas de crise. En 1996, l'Association of Professional Farmers' Organisations (AOPP, association des organisations d'agriculteurs professionnels) était créée pour fournir un espace officiel où les agriculteurs pourraient discuter de leur situation et fournir des apports aux débats de politique nationale.

La stratégie

L'AOPP a organisé une consultation nationale des agriculteurs pour discuter de leurs problèmes et rédiger un 'mémoire des agriculteurs' qui constituerait la base d'un nouveau projet de loi sur l'agriculture. Les femmes et les jeunes étaient aussi invités à participer pour que tous les ruraux soient représentés dans le mémoire. Après une décennie de lobby et de plaidoyer, l'AOPP bénéficie du soutien du chef de l'état. L'AOPP attribue son succès au fait que les consultations étaient menées par une organisation autonome, mais en coopération et avec le soutien du gouvernement.

Les résultats

Le mémoire des agriculteurs a servi de base pour une nouvelle loi agricole, approuvée en 2006, incluant tous les sujets abordés au cours des consultations. La loi prévoit la modernisation du secteur rural, accordant un statut transparent aux agriculteurs et aborde l'égalité de genre et l'accès à la terre. D'autres provisions abordent l'accès aux ressources naturelles, les financements ruraux, les assurances en cas de catastrophe, la sécurité sociale pour les agriculteurs et la protection du marché national. La loi fournit une base solide à partir de laquelle les populations rurales du Mali peuvent renforcer leurs moyens d'existence, même s'il reste encore beaucoup à faire pour son application.

Introduire des politiques d'approvisionnement favorisant les petits producteurs : De nombreux gouvernements ont introduit des programmes sociaux ciblés pour fournir la nourriture aux personnes les plus vulnérables. Dans ces programmes, les petits producteurs peuvent être ciblés en tant que fournisseurs préférentiels, ils bénéficient ainsi de marchés assurés aux prix garantis donnant une impulsion pour améliorer l'organisation de la production et augmenter les standards de qualité alimentaires. Le *Programa Adquisição do Alimentos* au Brésil et les programmes de petits déjeuners scolaires en Bolivie par exemple, ont eu des effets positifs sur l'alimentation nutrition et la santé des enfants.

Aider les petits producteurs qui souhaitent accéder à de nouveaux marchés : Il est illusoire de penser que le secteur privé peut aider à lui seul les agriculteurs à profiter des chaînes de valeur mondiales. Les gouvernements ont eux aussi un rôle à jouer. Les petits producteurs pénétrant des marchés solides ou nouveaux sont confrontés à de nombreux risques, ainsi qu'aux risques liés aux catastrophes naturelles. Pour les aider à surmonter de tels obstacles et à être plus compétitifs, les gouvernements doivent fournir un cadre de contrôle plus favorable, permettant au secteur privé de proposer des assurances ou des facilités de crédit aux agriculteurs et d'aider les

familles des migrants à mieux utiliser les versements étrangers qu'ils reçoivent pour les investir dans l'agriculture.

Participer avec le secteur privé

Oxfam Novib participera avec les compagnies privées qui ont le pouvoir et la capacité de réaliser un changement dans leur chaîne de valeur, basée sur le droit des pauvres à des moyens d'existence durables. Les changements prévus incluent de plus grands efforts pour contrôler les dégâts causés par l'expansion des activités commerciales (ex. empêcher la saisie des terres, promouvoir la gestion durable de l'environnement, etc.) et s'assurer de l'inclusion des petits agriculteurs dans la chaîne de valeur et respecter leurs droits au travail.

Cette activité inclut les points suivants :

- Influencer les politiques et les pratiques des compagnies privées ;
- Influencer les gouvernements des pays industrialisés pour qu'ils reconnaissent les impacts négatifs des sociétés multinationales de la planète et introduire des politiques et des initiatives pour qu'elles répondent de leurs actions et
- Promouvoir le développement de standards et de réglementations pour réduire les impacts sociaux et environnementaux des activités des entreprises, et les possibilités d'abus. Il s'agira de réglementations multilatérales ou nationales ainsi que de codes de conduite qui n'ébranlent pas les réglementations officielles et qui estiment que 'les bonnes compagnies soutiennent les bonnes réglementations' (voir box 9).

Box 9. La responsabilité sociale des entreprises

Contexte

Sous la pression de réduire les émissions de CO₂ et la dépendance des combustibles fossiles, les états membres de l'UE se sont engagés à augmenter jusqu'à 5,75 % en 2010 et 10 % en 2020 le pourcentage des biocarburants dans le transport. De nombreuses entreprises investissent dans la biomasse et envisagent d'importer du soja, de l'huile de palme, du maïs et de la canne à sucre des pays tropicaux. Les analystes indiquent que si l'UE veut atteindre ses objectifs, d'immenses superficies seront nécessaires, menaçant la production alimentaire locale et accélérant la déforestation. En 2005, Oxfam Novib a participé à la Commission Cramer, un groupe néerlandais de parties intéressées, pour développer les critères pour évaluer la durabilité de la production de biomasse et du traitement de l'énergie, des carburants et de la chimie.*

La stratégie

La Commission Cramer incluait tous les acteurs de la chaîne de production des biocarburants – les producteurs, les investisseurs, les fournisseurs de carburants et d'énergie – ainsi qu'une ONG environnementale et Oxfam Novib, qui assuraient les contributions de la société civile. La Commission était d'accord sur le fait qu'éviter la compétition avec l'approvisionnement de nourriture devrait constituer un des six critères d'évaluation de la durabilité de la production de biomasse. En ce moment, des standards comparables sont en préparation dans différents pays et représentent des facteurs importants pour le développement d'une politique de l'UE sur la biomasse.

Les résultats

Les critères Cramer comprennent un certain nombre d'innovations, en particulier la reconnaissance de la compétition entre la biomasse et les récoltes alimentaires. Des projets test sont mis sur pied pour contrôler les critères, et de nombreuses entreprises se sont engagées pour que les critères figurent en grande partie dans leurs présentations CSR. Les politiciens se demandent si en l'absence de tels critères, il sera possible de réaliser en 2020 l'objectif de 10 % en biocarburant. Aujourd'hui, aucun investisseur ne peut ignorer les implications sociales et environnementales de la production massive de biomasse.

* Commission Cramer (2006) *Criteria for Sustainable Biomass Production*

Freiner le bouleversement climatique

Oxfam travaillera avec ses alliés pour que les résultats des négociations de l'ONU concernant l'accord post-Kyoto pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre portent leurs fruits. Ces activités nécessitent un engagement des Oxfam dans différents processus et forums internationaux comme le G 8. Une priorité connexe sera de poursuivre par le biais des activités de politique, de lobby et des médias, un mécanisme de financement pour soutenir les stratégies d'adaptation des pays en développement. Ces activités seront étroitement liées aux activités de lobby d'Oxfam pour la réduction des risques répertoriées dans l'Objectif 3 – le droit à la vie et à la sécurité.

La protection des droits du travail

Des salaires et des conditions de travail décentes contribueront à des moyens d'existence ruraux durables. La plupart des activités d'Oxfam Novib sur les droits du travail seront réalisées dans le contexte d'OI et seront axées sur les ouvriers agricoles (voir box 10) et sur le commerce. Quant aux activités relatives au commerce, Oxfam se concentrera sur les questions de travail figurant dans les accords commerciaux régionaux (RTA) pour s'assurer qu'ils soutiennent les objectifs de développement. Oxfam soutiendra aussi les campagnes nationales pour le suivi des RTA. Les activités de plaidoyer mondial sont axées sur la Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO, ou table ronde sur l'huile de palme durable) et sur les initiatives de travail visant les chaînes d'approvisionnement de l'industrie mondiale de la confection. Cette dernière soutiendra les ouvrières dans le secteur de la confection et s'assurera que leurs conditions de travail et leurs droits syndicaux soient respectés.

Box 10. Le secteur privé et les droits du travail : Les femmes dans les fermes d'Afrique du Sud et Anamuri/Cedem au Chili

La situation

Les ouvrières sont le maillon le plus faible et le plus vulnérable dans la chaîne de production de fruits et de vins. Oxfam Novib soutient depuis longtemps le projet Women on Farms d'Afrique du Sud et d'Anamuri/Cedem, une ONG chilienne, luttant pour les droits des femmes travaillant dans les fermes. Au cours de ces activités, il était évident que si l'action locale est nécessaire, les conditions dans les plantations sont fortement liées aux pratiques d'achat des clients internationaux : les supermarchés et les commerçants.

La stratégie

Elément de la campagne intitulée 'Trading Away Our Rights'(la marchandisation de nos droits),* OI a effectué une recherche pour dresser le plan de la situation au Chili et en Afrique du Sud et a utilisé les résultats pour les discussions avec Tesco, une chaîne de supermarchés anglais. OI a ensuite soutenu les ouvriers sud africains pour participer à deux réunions d'actionnaires de Tesco ; elle a aussi soutenu les organisations chiliennes et sud africaines pour partager leurs expériences. Aux Pays-Bas, suite à l'analyse de plan relative à la situation néerlandaise au bout de la chaîne de la valeur des vins, OI a approché les plus importants détaillants pour discuter des résultats.

Les résultats

Tesco a accepté d'engager la Wine Industry Ethical Trade Association (WIETA, association de l'industrie vinicole du commerce éthique), une organisation sociale d'audit, pour l'évaluation de tous ses fournisseurs en Afrique du Sud. Baarsma, le plus grand importateur néerlandais de vins d'Afrique du Sud, a aussi accepté de se fournir uniquement auprès de fermes auditées par WIETA. Baarsma et Oxfam Novib ont ensuite publié un ouvrage destiné aux consommateurs néerlandais décrivant la situation des ouvriers agricoles dans l'industrie vinicole d'Afrique du Sud et du Chili. Baarsma a aussi utilisé son influence pour faire figurer la responsabilité sociale à l'ordre du jour des entreprises vinicoles au Chili.** Ceci a résulté en une table ronde très médiatisée sur la production de vin responsable. Comme la sensibilisation internationale sur ces sujets a pris de l'importance, les ouvriers agricoles du Chili et d'Afrique du Sud sont à présent mieux positionnés pour réclamer leurs droits, entraînant de meilleurs salaires et plus de facilités.

* Oxfam International (2004) *Trading Away Our Rights*.

** Bosker (2006) *De nieuwe wijnmakers*.

4.3 Stratégie Trois : Créer les opportunités

Réaliser le droit à des moyens d'existence durables

Cette stratégie comprend les activités visant à sécuriser les conditions qui contribueront à la création de meilleures opportunités de marché pour les pauvres, à promouvoir leur participation aux prises de décisions et à faire en sorte que les arènes internationales deviennent pro-pauvres (ex. par le biais de la campagne Pour un Commerce équitable). Les activités d'Oxfam Novib se concentreront sur la modification des règles du jeu (du marché) pour la reconnaissance des pauvres et pour créer des conditions favorables à l'augmentation des activités pro-pauvres. Dans ses activités de campagnes, Oxfam Novib insistera sur le besoin d'inclure les pauvres dans les chaînes de marché et de les protéger contre la concurrence des importations. Elle encouragera aussi le secteur privé à rechercher intentionnellement des petits fournisseurs et à établir des critères et des systèmes de gestion qui

permettront de devenir plus compétitif. En d'autres termes, l'accent sera mis sur la création d'opportunités pour permettre aux agriculteurs de qui bénéficient de biens adéquats de profiter du marché.

Négocier et soutenir les initiatives innovatrices avec le secteur privé

Au cours des dernières années, Oxfam Novib, d'autres Oxfam et des partenaires, ont rapproché les différentes parties pour discuter du moyen de créer un changement positif. A titre d'exemple, mentionnons la campagne d'Oxfam et son engagement avec Starbucks et son soutien à l'Ethiopie pour que ce pays obtienne le contrôle sur ses marques de café. Aujourd'hui, l'Ethiopie bénéficie des droits de propriété intellectuelle ce qui, au départ avait été refusé par Starbucks. Cette dernière en sort gagnante vu qu'elle peut exporter du café de qualité supérieure, tout comme l'Ethiopie qui réalise des bénéfices grâce à sa marque.

Dans les prochaines années, Oxfam Novib négociera et soutiendra des initiatives de type suivant :

- l'amélioration des conditions sociales et environnementales dans différentes chaînes de produits de base par le biais d'initiatives de protagonistes comme la Table Ronde sur l'huile de palme durable, le Forest Stewardship Council, les 4C, la Better Cotton Initiative, l'Ethical Trading Initiative (ETI), la Sustainable Food Lab et UTZ Certified (un programme mondial de certification pour la production et l'approvisionnement de café éthique) ;
- établir des standards et des procédures pour de bonnes pratiques agricoles (GAP) par le biais de GlobalGAP (autrefois EurepGAP), un corps de bénévoles du secteur privé qui établit les standards pour la certification de produits agricoles partout dans le monde. Oxfam Novib effectuera le lobby pour l'inclusion d'un 'chapitre social' aux standards GlobalGAP (voir box 11) et
- la promotion des meilleures pratiques dans des secteurs comme le commerce just.

Box 11. Certification et commerce pro-pauvre : GlobalGAP

La situation

Le commerce international alimentaire s'intensifie ; toutefois, si les exportations agricoles des pays en développement augmentent, les chaînes d'approvisionnement alimentaires sont pressées par quelques acteurs mondiaux dominants. Dans certains pays, l'expansion des secteurs d'exportation (ex. les crevettes d'aquaculture) a eu des effets sociaux et environnementaux négatifs sur les ruraux pauvres, tandis que dans d'autres (ex. le café), les prix payés aux petits producteurs restent peu élevés.

La stratégie

Oxfam Novib participe aux discussions avec le secteur privé sur les mécanismes autorégulateurs volontaires comme les projets de certification. La certification vise à assurer la qualité et la sécurité alimentaire des consommateurs, mais pourrait aussi être utilisée pour protéger les prix reçus par les producteurs, des salaires justes pour les ouvriers agricoles et des compensations justes pour les impacts sociaux et environnementaux négatifs. Au cours de ces discussions, Oxfam Novib plaide pour inclure le travail, les critères sociaux et environnementaux dans les accords internationaux. Ainsi, la certification est considérée non pas comme un objectif, mais plutôt comme un tremplin pour des réglementations publiques plus appropriées des chaînes internationales d'approvisionnement alimentaire.

Les résultats

Oxfam Novib est membre du conseil d'administration de la Table ronde sur l'huile de palme durable, une initiative multi-protagoniste représentant 75 % de la production mondiale. Pour le café, Oxfam Novib est un influent défenseur pour le commerce équitable et d'autres initiatives couvrant 70 % du commerce du café. En coopération avec GlobalGAP, un système de certification basé sur les détaillants qui aujourd'hui, couvre 35 % des produits alimentaires commercialisés, Oxfam Novib a réussi à faire inclure des critères sociaux et environnementaux dans le protocole pour les crevettes d'aquaculture.

Les dilemmes

On ignore encore si ces initiatives bénéficieront aux ruraux pauvres, vu qu'elles pourraient rendre l'accès aux marchés plus difficile pour les petits agriculteurs. Toutefois les systèmes de certification ont amélioré, directement ou indirectement, de nombreux aspects de la production alimentaire internationale et du commerce international. L'industrie de l'huile de palme, par exemple, s'est engagée à lancer en 2007 sur le marché la première 'huile de palme durable'. Environ 2 % du café est déjà certifié et certains cultivateurs reçoivent des prix plus équitables. Le dialogue sur les crevettes d'aquaculture, dont les critères restent encore à décider, a poussé de nombreux agriculteurs et différents secteurs du traitement à améliorer leurs méthodes de travail. Les détaillants du Nord posent aujourd'hui des questions jamais posées auparavant et font pression pour de meilleurs salaires, des contrats plus équitables et la réhabilitation des environnements dégradés. Pour les trois produits, les corps de certification et les ONG travaillent aujourd'hui pour que les certifications soient accessibles aux petits producteurs.

En effet, la promotion de systèmes de certification de qualité progresse et son potentiel est signifiant, même si certains obstacles demeurent. Oxfam Novib, par le biais de sa co-gestion du Biodiversity Fund, investira dans des systèmes de qualité pour qu'ils deviennent plus pro-pauvres et durables.

Oxfam Novib, en coopération avec ses partenaires et d'autres Oxfam, opérera avec le secteur collectif pour s'attaquer au bouleversement climatique. A partir d'une perspective de la pauvreté, les entreprises devront réaliser des changements dans leur manière d'agir :

- emprunter rapidement le sentier qui freinera le bouleversement climatique ;
- soutenir, au lieu de bloquer, les politiques ambitieuses nécessaires pour diminuer les émissions de CO₂, promouvoir les investissements dans les technologies à bas carbone et soutenir les adaptations ;
- développer des produits à bas carbone, des services et des processus abordables, accessibles et utiles pour les personnes vivant dans la pauvreté et
- soutenir les efforts d'adaptation en s'assurant que leurs opérations, leurs produits et services améliorent les capacités d'adaptation des gens (ex. les technologies appropriées).

Ces actions se concentreront sur les entreprises basées dans les pays riches, qui sont les premiers pollueurs et qui pourraient fournir les technologies et les financements ainsi que sur les entreprises du Sud, en particulier celles des économies récemment industrialisées.

Améliorer la position des petits agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement

Les agriculteurs disposant des biens adéquats peuvent bénéficier des facilités offertes par la mondialisation croissante, l'intégration au marché et le pouvoir des

supermarchés. Ils peuvent obtenir l'accès aux marchés en améliorant leur position dans les chaînes d'approvisionnement locales, régionales et internationales (voir box 12). A l'intérieur de ces chaînes, les petits agriculteurs peuvent viser l'intégration horizontale (augmenter leur influence sur les décisions prises dans la chaîne) ou l'intégration verticale (augmenter la gamme des activités à l'intérieur de chaque chaîne, créer une valeur ajoutée en se lançant dans l'emballage, le traitement, le transport etc.).

Pour utiliser une approche de la chaîne d'approvisionnement dans le but d'améliorer l'accès au marché, il faudra que les agriculteurs bénéficient d'un minimum d'accès aux biens et aux services. Premièrement, pour réaliser des économies d'échelle et de partage des coûts, les agriculteurs devront être organisés. Dès lors, Oxfam Novib soutiendra les ONG axées sur le développement des capacités des organisations de producteurs, des associations et des coopératives agricoles. Deuxièmement, les agriculteurs devront posséder de meilleures compétences commerciales qui leur permettront d'identifier les opportunités de marché, de s'associer à d'autres acteurs de la chaîne et de gérer la qualité du produit, la traçabilité etc. C'est la raison pour laquelle Oxfam Novib soutiendra les partenaires proposant des services commerciaux spécialisés. Troisièmement, la disponibilité d'un capital (de lancement) est indispensable. En plus de ces conditions, les gouvernements sont responsables de la création d'un cadre au sein duquel les agriculteurs pourront bénéficier de l'accès au marché. Ceci inclut la fourniture de transport de base et des infrastructures de communication, la mise en place de législations nationales qui garantissent aux agriculteurs le droit à la terre, légalisent les coopératives etc.

Box 12. Utiliser l'approche de chaîne de production : IKURU au Mozambique

La situation

Nampula est une région fertile du Mozambique où les agriculteurs cultivent le maïs, la noix de cajou, les cacahuètes, les haricots, le soja et d'autres cultures traditionnelles mais qui n'a qu'un accès limité aux marchés. Le pays se trouve encore dans la phase de redressement suite à la guerre civile qui a détruit une grande partie de l'infrastructure et paralysé le développement économique. Il y a peu, seuls quelques agriculteurs s'étaient organisés et avaient des compétences commerciales limitées ; ils estimaient que les coopératives étaient lentes et inefficaces. Par conséquent, ils dépendaient des commerçants locaux qui déterminaient les prix de leurs produits.

La stratégie

En 1995, CLUSA, une ONG américaine, a commencé à organiser les agriculteurs en organisations de producteurs coopérants dans des forums. L'objectif consistait à améliorer la motivation, en fournissant des formations professionnelles et en organisant le commerce collectif. En 2003, IKURU était fondée en tant que société commerciale détenue par les agriculteurs et financée par des actions émises à Oxfam Novib (45 %), GAPI, une ONG locale (45 %) et aux forums (10 %). Depuis, d'autres forums sont venus grossir les rangs des actionnaires. IKURU fournit le produit stratégique de marketing, elle a trouvé des acheteurs nationaux et internationaux et a reçu en 2005 la certification Fair Trade pour ses noix de cajou, les cacahuètes et le sésame, par le biais de la compagnie britannique Twin Trading Ltd. IKURU fournit aussi le transport, le stockage et les facilités de traitement primaire. La compagnie réalise aujourd'hui des profits et a étendu ses services pour y inclure l'approvisionnement de graines et d'engrais.

Les résultats

En 2006, IKURU proposait ses services à 10 527 agriculteurs membres de 283 associations dans 21 forums. Grâce à une meilleure efficacité et à une valeur ajoutée plus importante, les ventes ont augmenté, tout comme les revenus des agriculteurs. Aujourd'hui, le plus important, c'est probablement que les agriculteurs ont accès à l'information sur le marché et au capital ; ils ont aussi plus d'influence sur la chaîne de production. Ils contrôlent leur propre société commerciale et ne dépendent plus des commerçants privés.

Dans les prochaines années, Oxfam Novib accordera une attention spéciale aux points suivants :

1. améliorer le capital humain, en particulier les connaissances financières, les compétences commerciales, les connaissances concernant les méthodes de production et les capacités organisationnelles ;
2. améliorer la disponibilité des services financiers pour les petits agriculteurs, ce qui leur permettra d'augmenter leurs capacités commerciales et
3. plaider pour des politiques nationales et internationales donnant la priorité aux petits exploitants agricoles.

5. Application : des concepts aux actions

En tant que donateur stratégique, militante et organisation humanitaire, Oxfam Novib veut renforcer la capacité des personnes à améliorer leurs moyens d'existence ; à réduire la possibilité de passer d'une situation de moyens d'existence durables à une situation de vulnérabilité et à augmenter la capacité des hommes et des femmes à éviter une situation de vulnérabilité et à se rapprocher de moyens d'existence plus durables.

En termes pratiques, Oxfam Novib continuera de soutenir des organisations par le biais des activités suivantes :

- *L'action directe pour réduire la pauvreté* : des activités conçues pour améliorer les revenus et la sécurité alimentaire, comme l'amélioration de la productivité agricole, l'accès aux marchés et au crédit et la gestion des ressources naturelles.
- *Le plaidoyer* : des activités axées sur le changement des politiques et des pratiques qui amélioreront le contexte pour des moyens d'existence agricoles et ruraux, en garantissant des droits sûrs à la terre, les droits aux pâturages, etc.
- *Le renforcement de la société civile* : des activités visant le renforcement des capacités des organisations de la société civile (ONG, CBO, associations de producteurs etc.) ; forger les alliances entre les acteurs de la société civile et renforcer leurs capacités de plaidoyer.

Les activités d'Oxfam Novib relatives aux moyens d'existence durables seront aussi liées aux objectifs de changement d'OI en relation avec :

- *La justice économique (JE)* : Le but principal est axé sur les moyens d'existence ruraux durables avec comme objectif la réduction de la pauvreté rurale et de la vulnérabilité. Ces activités touchent trois thèmes de campagne – l'agriculture, le bouleversement climatique et le commerce – en accord avec les priorités identifiées ici. Les priorités dans la justice économique seront d'avoir un centre d'intérêt mondial et régional et viseront aussi le changement au niveau national. Dix pays ont été sélectionnés pour développer des campagnes nationales.
- *Les Droits pendant une Crise (RIC, Rights in Crisis)* : Oxfam souhaite réduire la vulnérabilité des communautés face aux catastrophes en intégrant les stratégies de réduction de risques à ses activités de développement à long terme. L'objectif sera de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la vulnérabilité dès le début d'une réponse d'urgence et ainsi, faire part de la conception des programmes de réhabilitation et de développement.

L'exécution de cette politique impliquera les démarches suivantes :

1. *Renforcer la capacité du personnel par le biais de formations* : Ce document propose de nouveaux concepts que le personnel devra comprendre afin d'évaluer les nouvelles propositions et participer aux discussions avec les partenaires. Dans l'Objectif 1 R&D, le personnel organisera des sessions de connaissances ainsi que d'autres réunions pour se familiariser avec les concepts clé proposés dans ce document.
2. *Intégrer ces concepts et stratégies dans les plans du programme stratégique de gestion (SPM)* : Il est important que les concepts proposés dans ce document constituent la base pour évaluer, mettre à jour et réviser les SPM.

3. *Réaliser la cohérence de politique* : Deux projets sont prévus pour aider à améliorer les analyses de genre et les relations de pouvoir. Leur développement et les résultats s'aligneront sur ce document de position. Le premier projet est une Trajectoire d'intégration de genre pour les partenaires de moyens d'existence durables, couvrant la période 2008 - 2010. Le raisonnement pour ce projet est qu'Oxfam Novib s'est engagée pour qu'en 2010, 70 % des bénéficiaires des programmes et des projets soient des femmes. Pour de nombreuses organisations, il sera difficile d'atteindre cet objectif. Donc, les partenaires qui souhaitent participer à cette trajectoire exécuteront des analyses de programme/projet organisationnels pour mesurer leur sensibilité par rapport au genre. Par ailleurs, des plans d'action seront formulés et appliqués pour améliorer les éléments d'égalité de genre au sein de ces organisations et dans leurs programmes/projets. Ainsi, les organisations apprendront comment appliquer une analyse de genre et seront encouragées à établir plus de rapports avec les organisations et les groupes de femmes.

Dans les prochaines années, Q&C et R&D travailleront sur un deuxième projet traitant l'analyse du pouvoir. Comme le pouvoir et le genre ont été définis comme étant importants pour les analyses des moyens d'existence, il est indispensable d'assurer la collaboration et l'échange de l'information entre les responsables de projets pertinents et le R&D (les spécialistes des moyens d'existence). Les résultats clé et les recommandations ressortant de ces projets devraient être utilisés pour la révision du présent document de politique générale.

4. *Lancer des projets pilotes pour favoriser les apprentissages relatifs à la vulnérabilité, à la réduction des risques et aux activités de l'Objectif 1* : Il faudra réaliser des études de cas concernant les efforts pour réduire les risques et renforcer la capacité à faire face à de nombreux stress externes (ex. le bouleversement climatique, les conflits) afin de pouvoir identifier les leçons qui peuvent être utilisées lors de la révision de ce document de politique générale. L'attention accordée au bouleversement climatique propose de nouvelles possibilités de lier les activités de l'Objectif 1 aux activités de l'Objectif 3. Il faudra soutenir les activités spécifiques d'échange des connaissances et des apprentissages pour documenter les changements des moyens d'existence résultant d'une variabilité climatique croissante. Une collaboration entre le personnel R&D, l'équipe humanitaire d'Oxfam Novib et certains bureaux de départements sera aussi nécessaire. Ces expériences devront être documentées et échangées à travers le KIC et utilisées ensuite pour les campagnes mondiales de plaidoyer afin d'augmenter les financements nécessaires à l'adaptation.
5. *Intégrer l'innovation* : Dans son business plan, Oxfam Novib a identifié des nouveautés pour les activités de l'Objectif 1, il s'agit des réseaux familiaux et des versements étrangers. En général, le projet d'innovations d'Oxfam Novib cherche à promouvoir de nouvelles approches et idées qui auront un impact positif sur la pauvreté. Entre 2008 et 2010, des projets et des études seront réalisés sur les versements étrangers, la micro-assurance et les stratégies rurales non agricoles. Comme ces projets seront réalisés conjointement avec le département de projets, le succès de ce sujet dépendra de la bonne collaboration interne ainsi que de la disponibilité des ressources financières. Les expériences acquises de ces projets devront être utilisées pour renforcer les activités de l'Objectif 1. Il faudra promouvoir les innovations les plus réussies afin de les revaloriser. Pour terminer, à partir de ces projets, Oxfam Novib pourra identifier et développer des secteurs stratégiques clé sur lesquels concentrer son expertise.

6. *Se concentrer à nouveau sur la micro-finance* : En ce moment, Oxfam Novib repositionne son rôle dans la micro-finance, en commençant par sous-traiter la gestion financière (le portefeuille) à une tierce partie (Triple Jump). Ceci permettra à Oxfam Novib de se concentrer sur la dimension de l'impact social de la micro-finance, soutenir les MFI qui ont atteint les secteurs géographiques ou les groupes cible qui, en ce moment, ne reçoivent pas d'aide et développer de nouveaux produits et services comme les épargnes, la micro-assurance et les versements étrangers. L'objectif global consiste à renforcer les stratégies de moyens d'existence des familles rurales, en particulier, en relation avec les autres questions abordées dans ce document. Elles incluent : assurer l'accès aux ressources naturelles, réduire la vulnérabilité et les risques, s'adapter à la dégradation environnementale et au bouleversement climatique et améliorer la sécurité alimentaire. Dans le cadre du business plan actuel, la stratégie de micro-finance sera révisée pour s'assurer qu'elle renvoie à ce nouveau point de concentration.
7. *Développer des outils d'évaluation (le suivi et l'évaluation)* : Comme mentionné ci-dessus, les évaluations des activités d'Oxfam Novib relatives à l'Objectif 1, ont fait ressortir le besoin d'améliorer les systèmes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage. Ces outils sont en effet nécessaires pour respecter les délais fixés pour la réalisation des objectifs des moyens d'existence durables. Un nouveau projet intitulé *Development of Key Indicators per Programme* (développement des indicateurs clé par programme), sera lancé en 2008 pour développer une série limitée d'indicateurs clé que les partenaires pourront utiliser pour mesurer les changements dans la vie des personnes dont les activités contribuent aux secteurs couverts par les cinq programmes (l'Objectif 1 inclus). Le projet comprendra aussi l'amélioration des indicateurs de changements dans la vie des personnes, utilisés actuellement dans le protocole de suivi (des suivis sur mesure introduits dans la période actuelle du business plan) et résolvant le problème de l'agrégation lors de la présentation des résultats au niveau des programmes. A la fin du projet, pour chaque secteur thématique sélectionné, les partenaires auront défini et testé un nombre limité de questions clé et d'indicateurs sur le niveau de changements dans la vie des gens.
8. *Encourager les partenaires à échanger les connaissances et à apprendre les uns des autres* : En 2005, Oxfam Novib a lancé le projet intitulé infrastructure des connaissances avec et entre les partenaires (KIC), dont l'objectif global consiste à améliorer nos performances (la qualité, l'effectivité et l'efficacité) et celles des partenaires d'Oxfam en facilitant l'échange des connaissances. Les partenaires documentent 'les bonnes, les mauvaises et les nouvelles pratiques' et de petits financements de semences ont été fournis pour soutenir des initiatives d'apprentissage. Dans les prochaines années, le KIC pourra fournir et faciliter l'accès à l'information sur les partenaires et leurs pratiques ; financer des projets d'apprentissage commun gérés par les partenaires d'OI et fournir l'information sur ces partenaires et d'autres sources de connaissances.

Le KIC est un outil qui permettra aux organisations partenaires et à Oxfam Novib d'évaluer la validité de leurs stratégies et de mettre les résultats à la disposition d'un public plus large. Une fois de plus, ceci devra aborder les inquiétudes soulevées au cours des évaluations selon lesquelles Oxfam Novib devrait favoriser l'apprentissage et l'innovation systématiques et communiquer les résultats de ses activités de manière plus efficace. Il faudra encourager les partenaires à utiliser le portail KIC pour se tenir au courant des nouveaux développements et contacter d'autres organisations travaillant sur les mêmes sujets. Les pratiques documentées et disponibles sur

le portail KIC devront être revues chaque année et utilisées pour la révision de la présente politique, et les sujets qui pourraient entraver la réalisation des résultats devront être identifiés.



6. Glossaire

Biocarburants : Biocarburants (ou agrocaburants) sont dérivés de biomasse (basés sur des plantes) qui peuvent être brûlées pour libérer de l'énergie. Toutefois, la plupart doivent être transformés en combustibles liquides, les plus importants étant le bioéthanol et le biodiesel.

Les capacités pour s'en sortir : Les moyens par lesquels des personnes ou des organisations utilisent les ressources disponibles et les capacités pour faire face à des conséquences défavorables qui pourraient provoquer une catastrophe. En général, ceci implique la gestion des ressources, en situation normale et pendant une crise ou dans des conditions défavorables. Le renforcement des capacités pour s'en sortir, part de la détermination à résister aux effets des risques naturels ou causés par l'homme.

Catastrophe : Une perturbation importante du fonctionnement d'une communauté ou d'une société causant d'importantes pertes en vies humaines, des pertes matérielles, économiques ou environnementales, dépassant la capacité des communautés ou de la société touchées à réagir en recourant à ses propres ressources. Une catastrophe est une fonction du processus de risques. Elle résulte de la combinaison des risques, des conditions de vulnérabilité et de capacités ou de mesures insuffisantes pour réduire les conséquences potentiellement négatives des risques.

Genre : Se Réfère aux identités sociales, aux rôles et aux attentes associés aux hommes et aux femmes.

Détermination : La capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société potentiellement exposée aux risques, à s'adapter en résistant ou en changeant afin d'atteindre ou de maintenir un niveau de fonctionnement et de structure acceptable. La détermination se définit par le degré d'organisation du système social pour augmenter ses capacités de tirer des leçons à partir des catastrophes vécues, pour améliorer la protection et les mesures pour réduire les risques dans le futur.

Risque : La probabilité de conséquences néfastes, ou des pertes prévues (la mort, les blessures, la propriété, les moyens d'existence, l'activité économique perturbée ou les dégâts causés à l'environnement) découlant d'interactions entre les risques naturels ou causés par l'homme et les conditions vulnérables. En général, l'équation utilisée pour exprimer ce danger = risque x vulnérabilité. Certaines disciplines incluent aussi le concept d'exposition pour se référer spécifiquement aux aspects physiques de la vulnérabilité. Outre le fait d'exprimer la possibilité d'une nuisance physique, il est crucial de reconnaître que les risques sont inhérents, peuvent être créés ou existent à l'intérieur des systèmes sociaux. Il est important de considérer les contextes sociaux au sein desquels les risques surviennent ; donc, que les personnes ne partagent pas nécessairement les mêmes perceptions du risque ou de ses causes sous-jacentes.

Moyens d'existence durables : La définition généralement acceptée est la suivante : 'Un moyen d'existence est durable lorsqu'il peut supporter et surmonter le stress et les chocs et maintenir ou augmenter ses capacités et ses biens aujourd'hui et dans le futur, sans ébranler la base de ressources naturelles' (Carney *et al.*, 1999, p. 8).

La chaîne d'approvisionnement : Le processus de transformation d'un produit, allant des apports bruts à travers la production primaire, le traitement et le marketing, jusqu'au consommateur final (Porter, 1990). Une chaîne d'approvisionnement comprend trois dimensions clé : (a) les systèmes organisationnels pour la coordination entre les agents ; (b) la connaissance des systèmes pour combiner l'information, les compétences et les technologies et (c) les mécanismes économiques pour sélectionner les produits et la technologie et fournir l'accès au marché.

La chaîne de valeur : La séquence d'activités commerciales, qui, à partir de la perspective de l'utilisateur final, augmente la valeur ajoutée des produits ou des services réalisés.

La vulnérabilité : Les conditions déterminées par les facteurs ou les processus physiques, sociaux, économiques et environnementaux qui augmentent la prédisposition d'une communauté à l'impact des risques.

7. Bibliographie

- Araya, H. and S. Edwards (2006) *The Tigray Experience: A Success Story in Sustainable Agriculture*. Third World Network, Penang, Malaysia.
- Barrett, C.B., M. Besfuneh, D.C. Clay and T. Reardon (2000) Heterogeneous constraints, incentives and income diversification strategies in rural Africa. *Quarterly Journal of International Agriculture*, 44(1): 37-60.
- Bosker, F. (2006) *De nieuwe wijnmakers, speurtocht naar eerlijke wijnen uit nieuwe wereldlanden*, Fontaine. www.maketradeair.com/en/assets/english/taor.pdf
- Carney, D., M. Drinkwater, T. Rusinow, K. Neejes, S. Wanmali and N. Singh (1999) *Livelihoods Approaches Compared*. Department for International Development, UK. www.livelihoods.org/info/docs/lacv3.pdf
- Castro, J. and M. Amador (2006) *Greenhouse Gas Emission and Organic Agriculture*. Cedeco, San Jose, Costa Rica.
- Cramer Commission (2006) *Criteria for Sustainable Biomass Production*. Final report of the project group 'Sustainable production of biomass'. www.senternovem.nl/mmfiles/412293MEZ%20biomassa%20EN_tcm24-198026.pdf
- DFID (1999) *Sustainable Livelihoods Guidance Sheets*. www.livelihoods.org/info/info_guidancesheets.html
- DFID (2006) *Reducing the Risk of Disasters: Helping to Achieve Sustainable Poverty Reduction in a Vulnerable World*. Policy paper, Department for International Development, UK.
- ETC (2005) *Global Seed Industry Concentration 2005*, ETC Communiqué 90. www.etcgroup.org/en/materials/publications.html?pub_id=48
- FAO (1996) *Sowing the Seeds of Knowledge*, Food for All: World Food Summit, Rome, FAO. www.fao.org/DOCREP/x0262e/x0262e24.htm
- FAO (2007) *International Conference on Organic Agriculture and Food Security*, Rome, 3–5 May 2007. www.fao.org/organicag/ofs/index_en.htm
- Hazell, P. (2004) *Last Chance for the Small Farm*, IFPRI Forum.
- Khan, Z.R., J.A. Pickett, J. van der Berg and C.M. Woodcock (2000) Exploiting chemical ecology and species diversity: Stem borer and Striga control for maize in Africa. *Pest Management Science*, 56(1): 1-6.
- IFAD (2001) *Rural Poverty Report 2001: The Challenge of Ending Rural Poverty*. New York: Oxford University Press/International Fund for Agricultural Development.
- IFAD (2003) *The Adoption of Organic Agriculture among Small Farmers in Latin America and the Caribbean: Thematic Evaluation*. Report 1337. Office of Evaluation, IFAD.
- IWMI (2007) *Water for Food, Water for Life: A Comprehensive Assessment of Water Management in Agriculture – Summary for decision makers*. International Water Management Institute/Earthscan. www.iwmi.cgiar.org/Assessment/
- Millennium Ecosystem Assessment (2005) *Ecosystems and Human Well-Being: Current State and Trends*, Findings of the Condition and Trends Working Group. Washington: Island Press.

- Ministry of Foreign Affairs (2002) *Final Report of the Steering Committee for the Evaluation of the Co-financing Programmes*. Report commissioned by the platform of co-financing agencies and the Directorate-General for Development Cooperation, the Netherlands.
- Nagarajan, G. and R.L. Meyer (2005) *Rural Finance: Recent Advances and Emerging Lessons: Debates and Opportunities*.
- Nagayets, O. (2005) *Small Farms: Current Status and Key Trends*. Information Brief prepared for the Future of Small Farms Workshop, Wye College, June 2005.
www.ifpri.org/events/seminars/2005/smallfarms/SFbgpaper.pdf
- OECD-FAO (2006) *Agricultural Outlook 2006–2015*. Paris: OECD.
- Oxfam (2006a) *Unequal Partners: How EU–ACP Economic Partnership Agreements (EPAs) could harm the development prospects of many of the world's poorest countries*. Oxfam Briefing Note.
- Oxfam (2006b) *In the Public Interest: Health, Education and Water and Sanitation for All*. Oxfam Briefing Paper.
- Oxfam International (2002) *Rigged Rules and Double Standards*.
- Oxfam International (2004) *Trading Away Our Rights: Women working in global supply chains*.
www.maketradefair.com/en/assets/english/taor.pdf
- Oxfam Novib (2001) *Linking AIDS with Poverty, Gender and Sexuality*. The Hague.
- Oxfam Novib (2004) *Questions and Answers on HIV/AIDS and OI's 5 Strategic Aims*. The Hague.
- Oxfam Novib (2006a) *Good Donorship in Times of AIDS*. The Hague.
- Oxfam Novib (2006b) *SPM Plans 2007-2010*. The Hague.
- Oxfam Novib (2006c) *Bedrijfsplan 2007-2010*. The Hague.
- Oxfam Novib (2006d) *How the RBA Works in Practice*. The Hague.
- Oxfam Novib (2007a) *Food security policy*.
- Oxfam Novib (2007b) *Gender Justice: Empowerment and Inclusion*. Position paper. The Hague.
- Oxfam Novib (2007c) *The RBA Framework in Practice*. Position paper, The Hague.
- Porter, M.E. (1990) *The Competitive Advantage of Nations*. London: Macmillan.
- Reardon, T. and J. Berdegúe (2002) The rapid rise of supermarkets in Latin America: Challenges and opportunities for development. *Development Policy Review*, 20(4): 317-334.
- Seedling Magazine* (2007) special issue on agrofuels, GRAIN.
www.grain.org/seedling_files/seed-07-07-en.pdf
- Shepherd, A.W. (2007) *Approaches to Linking Producers to Markets: A Review of Experiences to Date*. Agricultural Management, Marketing and Finance Occasional Paper 13, FAO.
[ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/a1123e/a1123e.pdf](http://ftp.fao.org/docrep/fao/010/a1123e/a1123e.pdf)
- Thornton, P.K. (2006) *Mapping Climate Vulnerability and Poverty in Africa*. Report to the Department of International Development, ILRI, Nairobi, Kenya.
www.acts.or.ke/pubs/books/docs/Mapping_Vuln_Africa.pdf
- World Bank (2007) *World Development Report 2008: Agriculture for Development*. Washington: World Bank.

Oxfam Novib
Boîte postale 30919
2500 GX La Haye
Pays-Bas

Téléphone : +31 (0) 70 342 16 21
Fax : +31 (0) 70 361 44 61
E-mail : info@oxfamnovib.nl
Site web : www.oxfamnovib.nl

Document : Document de Position
Auteur : Gina E. Castillo,
avec la participation de Lieke Ruijschoot, Leo van Mulekom,
Madelon Meijer, Koos Michel, Gine Zwart, Paul van Wijk,
Tilleke Kiewied et Bruno Molijn
Editeur : Valerie Jones/Contactivity
Version : Finale
Créée le : 10 septembre 2007
Modifiée le : 12 mars 2008



Un monde juste. Sans pauvreté.

 Oxfam Novib